

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F
pili fermé : 80 F et 40 F
Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 324
LE NUMERO : 2 F 50
20 FB - 1 FS
27 nov. au 11 déc. 1980

Riposte contre l'offensive capitaliste

Comment peut-on sortir de l'impuissance actuelle ?

Comme on ne peut pas mesurer la riposte ouvrière à l'offensive capitaliste qui s'intensifie partout au nombre de journées d'action syndicale-bidon, qui ont plutôt pour fonction d'écoeurer les travailleurs qui ne le sont pas encore; ni à la quantité de fanfaronnades des chefs de la gauche qui, tout bien pesé, ont décidé qu'ils sont

encore plus utiles à leurs maîtres les capitalistes dans l'opposition qu'au gouvernement, il faut mesurer cette riposte aux épisodes de révolte et de lutte prolétarienne authentique et à la vie des petits organismes qu'elle secrète.

Or, mis à part d'encourageantes exceptions, comme la grève des mineurs marocains et sans doute d'autres luttes inconnues et enveloppées par la presse bourgeoise et réformiste dans un épais silence, la classe ouvrière donne l'impression d'encaisser pour l'instant les coups et de courber le dos sous l'attaque. Le patronat se félicite lui-même de la rareté des grèves. Et pourtant ce phénomène s'accompagne d'une réelle perte d'influence des appareils traditionnels dans certains secteurs significatifs de la classe ouvrière.

Une telle situation de **dépression sociale** produit des effets sur les prolétaires les plus combattifs eux-mêmes qui, cherchant à organiser comme il est normal leurs camarades à partir des réactions élémentaires, se trouvent brutalement seuls sur la brèche à déployer une activité sans résultat apparent et cèdent parfois au découragement, ce qui accentue encore le phénomène.

Comment expliquer cette situation ? On peut dire d'abord que les périodes des plus favorables à des succès revendicatifs sont les périodes d'expansion parce que les capitalistes n'ont pas alors intérêt à rater une occasion de gagner des marchés et cèdent en théorie plus aisément. Tandis qu'en période de récession,

les travailleurs doivent en général concentrer davantage de forces et faire preuve de davantage de ténacité et d'endurance pour faire reculer l'adversaire.

Or les travailleurs sont d'autant mieux préparés à ces luttes plus difficiles qu'elles ont été devancées, en période économique plus faste, par des combats où ils se sont entraînés à lutter et où ils ont conquis des positions qui permettent de mieux résister lors de l'offensive capitaliste et même de trouver dans les effets de cette attaque un stimulant à la combativité. Et c'est bien à éviter cela que travaille l'opportunisme par sa politique de collaboration de classes, qui a pour effet de retarder la riposte ouvrière à l'offensive capitaliste.

Pour résister maintenant aux attaques bourgeoises, il faut des initiatives qui sont prises en général par des groupes de travailleurs avancés, et sensibles par conséquent à des orientations politiques qui éclairent, bien ou mal, le champ de bataille.

Or la plupart des groupes politiques qui ont réalisé sur la lancée de 1968 une certaine fusion entre les ouvriers combattifs et la défense de programmes politiques se revendiquant de près ou de loin du socialisme, se sont aujourd'hui pratiquement alignés sur l'opportunisme offi-

DANS CE NUMERO

- Solidarité avec les prisonniers politiques en Irlande
- France : le guignol électoral
- Etats-Unis : après les élections
- Chine : le procès de la bande des « 4 »
- Trade-unionisme et communisme (3)
- Le travail dans les sections syndicales

ciel et forment la piétaille des appareils syndicaux vers lesquels ils ont ramené tous les liens vivants que l'activité embryonnaire de la classe avait péniblement cherché à établir entre ces éléments actifs. Ayant subordonné toute initiative de lutte à l'accord des bureaucraties vendues à l'adversaire, ils ne donnent eux aussi d'autre perspective à la classe que d'oublier leurs problèmes dans les fu-

(suite page 2)

Le PCF et l'immigration

La haine chauvine

Souvent à l'approche d'affrontements sociaux — mêmes si ceux-ci ne semblent pas imminents — les partis soi-disant ouvriersensifient leur activité anti-prolétarienne.

La campagne féroce dirigée par la bourgeoisie et les partis de gauche contre la partie immigrée de la classe ouvrière et la jeunesse prolétarienne sous le drapeau de la défense de l'Ordre et de la Patrie, montre aux révolutionnaires la nécessité d'une lutte sans merci contre les poisons racistes, chauvins, patriotes secrétés par toutes les forces bourgeoises. Il est clair que pour le développement d'un terrain permettant l'organisation du prolétariat, il s'agit là d'une question de vie ou de mort. Accepter, justifier ou se taire aujourd'hui, c'est renoncer pour demain à la lutte contre l'exploitation.

Quelles sont les cibles de la rage bourgeoise du PC mais aussi du PS ? La jeunesse et l'immigration. Ce n'est pas par hasard; ce sont là deux ferments, deux terrains explosifs, remuants, haineux, indomptables malgré les défaites ou les reculs. Ce sont là deux secteurs du prolétariat qui échappent, à des degrés divers, aux griffes des réformistes. Et c'est encore là que se sont dégaçés des petits groupes de prolétaires d'avant-garde cherchant à répondre au besoin d'une organisation indépendante des bourgeois et des partis chauvins. La jeunesse et l'immigration, ce sont aussi les deux secteurs du prolétariat connaissant les conditions de vie, de travail, de chômage, de logement les plus bestiales. Ce sont deux secteurs directement inflammables, montrant à l'ensemble de la classe ouvrière que le capitalisme c'est la misère, les flics et l'exploitation, aussi clairement qu'un pavé dans une vitrine.

(suite page 6)

Fiasco cégétiste, inquiétudes bourgeoises, intérêts ouvriers

Malgré tout le vacarme, les mensonges et les fausses nouvelles, il est clair que venant après d'autres « grandes journées d'action » (PTT, projet Peyrefitte, cadres), celle du 14 novembre organisée par la CGT « pour » la fonction publique n'a même pas mobilisé tous les fidèles (10 à 25 % de grévistes maximum). Là-dessus, si la bourgeoisie triomphe dans la grande presse, elle se réjouit moins dans les organes plus confidentiels réservés à ses pairs. L'« indifférence » des travailleurs va-t-elle s'aggraver ? Que cache-t-elle ? Quelle en est la cause exacte ? Les liens des appareils syndicaux avec la base vont-ils encore se distendre ?

La cause, mais c'est la division syndicale, répond l'extrême gauche replâtreuse de Programmes Communs. Que Maire et Séguy se rencontrent, brame l'OCI. « Ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'unité des syndicats, du PC et du PS, pour engager la lutte tous ensemble de toute la classe ouvrière », enseigne la LCR aux travailleurs de Renault, avant d'aller, disciplinée, grossir le cortège patriotique pour une « voiture populaire » emmené par le PC et la CGT au Salon de l'auto.

Sur ce point, nous pouvons les rassurer : il suffit de lire autre chose que les gros titres de la presse bourgeoise et même syndicale. « Ils » se voient, ils se rencontrent... dans le dos des travailleurs,

(suite page 7)

Prisonniers politiques en Irlande

Solidarité avec ceux de Long Kesh !

L'oppression de l'Irlande par l'Angleterre dure depuis des siècles, mais l'avènement du capitalisme et de l'impérialisme l'ont décuplée : pillage systématique, expropriation des paysans, impôts spéciaux, destruction d'une grande partie de l'industrie irlandaise par la limitation des droits d'entreprise et de commerce, organisation de famines. Le chômage et la misère ont fait émigrer des millions d'Irlandais vers les bagnes industriels d'Angleterre et d'Amérique au XIX^e siècle.

De nombreux mouvements paysans tentent de riposter à l'oppression et forment avec la petite bourgeoisie urbaine la base du mouvement *Fenian* qui reprend, dans la deuxième moitié du siècle dernier, la lutte armée pour l'indépendance. Cette lutte, liée à la revendication du socialisme, sera reprise par la classe ouvrière au début du XX^e siècle. La classe ouvrière s'organise en un puissant syndicat, de nombreuses grèves ont lieu, une organisation d'auto-défense est créée : l'*Irish Citizen Army* prolétarienne qui mènera l'insurrection de Pâques 1916 à Dublin. Celle-ci échouera, victime de l'isolement, ce qui, avec l'exécution de tous les dirigeants prolétaires, laissera à la bourgeoisie la direction de la lutte d'indépendance. L'IRA naît à ce moment de la fusion de l'organisation armée des *Fenians* et des restes de la *Citizen Army*.

En 1920 et 1921, les travailleurs se soulèvent dans plusieurs villes et forment des « Soviets », les paysans s'emparent des terres. L'impérialisme répond par la

terreur, mais est forcé d'accorder l'indépendance aux 26 comtés du Sud, conservant les 6 du Nord où les protestants sont majoritaires et où est concentrée la majeure partie de l'industrie. La bourgeoisie irlandaise accepte le compromis et, une fois l'Etat de la République d'Irlande constitué, retourne ses armes — fournies par l'Angleterre — contre les républicains opposés au traité, assassine, emprisonne, écrase les mouvements de résistance et met fin aux « Soviets ».

Au Nord, pour casser la résistance de la minorité catholique essentiellement ouvrière, les milices loyalistes et la police organisent des pogroms contre les quartiers. En 1922, les « pouvoirs spéciaux » sont introduits, ils permettent d'arrêter et d'emprisonner sans inculpation ni procès, de perquisitionner, d'interdire journaux et organisations. Tout un ensemble de discriminations s'institutionnalise contre la minorité catholique : droits politiques, embauche, salaires, chômage, logement, éducation, etc., alors qu'on montre aux travailleurs protestants que le seul moyen de garder leurs privilèges, c'est de rester « loyal » envers la couronne britannique, seule capable de les défendre contre les républicains, à la fois « papistes et communistes ».

Après l'indépendance, la classe ouvrière reprendra plusieurs fois la lutte (en 1932, des grèves unissent les ouvriers catholiques et protestants) et l'IRA ses activités militaires. A chaque fois, les gouvernements introduiront l'internement sans

procès des deux côtés de la frontière, alors qu'au Nord, les pogroms, les licenciements et expulsions de travailleurs catholiques, l'intimidation des travailleurs protestants combattifs, permettront, par la terreur, de ressouder les rangs protestants et de réduire les catholiques à l'impuissance.

Il faut condamner, et nous y reviendrons, l'isolement criminel dans lequel les partis « ouvriers » et syndicats officiels ont laissé la lutte de travailleurs catholiques contre l'impérialisme.

En Irlande, le PC et les syndicats (du Nord et du Sud réunis dans un même congrès) se contentent d'une opposition tout à fait verbale en réclamant plus de démocratie. Sous prétexte de mettre en avant l'unité à réaliser entre les travailleurs catholiques et protestants, ils condamnent tout ce qui peut choquer ces derniers (la lutte armée par exemple) et laissent en fait les organisations loyalistes « défendre » les intérêts des travailleurs protestants par la terreur contre les catholiques.

En Angleterre, le PC et les TUC ont toujours approuvé la partition de l'Irlande qui a selon eux réglé le problème national une fois pour toutes. Il n'y a pas d'oppression impérialiste, l'armée n'a été envoyée que pour maintenir la paix, le conflit n'est dû qu'aux difficultés économiques de l'Ulster et aux abus du gouvernement orangiste. La gauche bri-

(Suite page 3.)

Comment peut-on sortir de l'impuissance actuelle ?

(suite de la page 1)

mées d'impossibles et de plus en plus ternes rêves électoraux.

En réaction à ce cours catastrophique, de petits groupes ont cru pouvoir trouver le salut dans l'anti-organisation d'un côté, dans la propagande pure de l'autre, réactions aussi peu propices l'une que l'autre à la préparation des luttes et qui accentuent à leur manière l'impuissance de la classe.

Dans une telle situation, que les marxistes révolutionnaires doivent apprécier de façon réaliste, ce qui ne veut pas dire uniforme, les tâches vis-à-vis des luttes ouvrières ne manquent pas. Ces périodes de calme apparent sont aussi celles où se préparent les conditions de succès futurs.

Il est naturellement plus que jamais nécessaire de **montrer clairement les chemins d'accès de la révolution** et de désigner nettement les obstacles à surmonter et les forces sur lesquelles il faut compter. Mais il faut faire ce travail en liant clairement cette perspective à l'expérience des prolétaires combattifs : il est en particulier indispensable de mettre en évidence les clauses générales et particulières de la faillite et de la capitulation pratique de l'extrême gauche soixante-huitarde devant le réformisme social-impérialiste, et le besoin de rompre jusque sur le terrain du programme et des principes avec l'opportunisme.

Cela ne saurait suffire. C'est le moment ou jamais d'établir là où des luttes ont eu lieu, les leçons qui peuvent en être tirées pour la classe et de les populariser. Il faut également tirer tout le parti possible des grandes luttes en cours à l'échelle internationale pour encourager au combat : il faut appuyer les réactions de révolte et de lutte, qui peuvent servir de point d'appui pour sortir de la relative atonie actuelle, et plus que jamais aider à lier entre eux les prolétaires sensibles au besoin de la lutte énergique contre le capitalisme et à sa préparation.

C'est ainsi que les tempêtes qui succéderont au calme présent seront fécondes.

Au guignol électoral, cette fois :

● Krivine, le « naïf »

« Il n'y a pas de divergence programmatique de fond entre le PC et le PS. Ils ne veulent ni l'un ni l'autre aller au socialisme. Tous deux proposent, avec plus ou moins de nationalisations, une meilleure gestion de l'économie capitaliste. » (Interview au Monde du 29 octobre 80.) Bravo, M. Krivine, vous avez raison ! Vous oubliez seulement qu'ils travaillent aussi à un renforcement de la police et de l'armée, et donc n'ont d'autre politique que celle de la droite, « austérité et répression », dont ils sont l'autre face, la face des mensonges.

La droite s'oppose à la classe ouvrière par le bâton, la gauche cherche à parvenir au même but par le poison. Un esprit ingénu penserait que si la classe ouvrière ne confond pas le bâton et le poison, elle doit cependant les combattre tous les deux et ne pas s'imaginer s'appuyer sur l'empoisonneur pour combattre le bastonneur.

M. Krivine ne raisonne pas ainsi ; pour lui, « en balayant la droite à ces élections, on créera des conditions mille fois plus favorables à la mobilisation des travailleurs pour la victoire de leurs revendications ». Bref, la victoire des empoisonneurs serait celle de leurs victimes, c'est-à-dire « une victoire pour les travailleurs », et ce, « quel que soit le programme défendu par Rocard, Mitterrand ou Marchais ».

La voie trotskyste au paradis socialiste est décidément pavée de mauvaises intentions réformistes.

Et pourquoi cela ? Parce que « ces deux partis ne veulent pas aller ensemble au gouvernement sur la base d'une puissante mobilisation unitaire des travailleurs ». Bref, le fait qu'ils s'unissent précisément pour endiguer la vague et la canaliser vers le marais de la conciliation des intérêts de classe, ce qui est leur fonction, peut-il être présenté comme un atout pour la vague que l'on prétend renforcer ?

Peut-être Krivine est-il sincère lorsqu'il prétend s'appuyer sur les illusions réformistes et démocratiques de la classe ouvrière pour lutter contre l'Etat capitaliste et non sur ses besoins réels, en mettant en valeur le besoin d'opposition résolue à l'Etat et à tous les partis à son service. Dans ce cas, il est un incorrigible rêveur. Mais si, comme nous le croyons, il a les pieds sur terre, alors, c'est un sacré charlatan et... un indécorable opportuniste !

● Garaudy, l' « honnête »

« L'équipe au pouvoir est la plus corrompue que la France ait connue depuis deux cents ans » affirme, sans doute avec raison, Roger Garaudy (Le Monde du 7 novembre 1980), qui égrène le chapelet des scandales, concussions et prévarications du personnel politique en place. Il est vrai qu'on n'en finirait pas, tant l'Etat est lié aux grandes (et moins grandes) affaires !

La raison de cette situation, pour notre nouveau croisé de l'honnêteté politique, c'est que nous vivons dans « une économie qui n'est plus réglée par les besoins, mais où la production devient son propre but ». Ce qui est une critique juste du capitalisme, mais, il faut le reconnaître, inséparable de sa nature.

Seulement, Garaudy ne va pas jusque-là. Pour lui, il faut non pas détruire le marché, le profit et le salaire, mais changer de « modèle de croissance ». Par exemple, indexer les salaires sur la productivité, les exportations vers le tiers-monde sur les importations, les produits agricoles sur les produits industriels, afin d'éviter que ne se creusent davantage les fossés d'où jaillissent des conflits et des catastrophes...

Mais comment combattre les effets en acceptant les causes ? A cette question Garaudy ne répond pas. Il est vrai que, pour lui, les « rapports de forces », et donc en particulier la lutte de classe, sont « une aberration »...

● Marchais le « visionnaire »

Le PCF vient de sortir un programme en 131 points, rien de moins ! « Il ne s'agit pas d'un programme de gouvernement — on s'en douterait —, mais seulement de « grandes orientations ».

« Orientations », ou plutôt « vœux pieux », c'est clair, quand on voit qu'il promet par exemple d'en finir avec le travail à la chaîne, la division du travail, etc. alors que ceux-ci ne peuvent que se développer avec le travail salarié — que le PCF ne songe pas à supprimer, car pour cela il faudrait, horreur, la révolution et la dictature !

Mis à part ces hypocrites utopies, tout un tas de promesses, toutes aussi utopiques, comme la semaine de 35 heures, alors que pendant le même temps, toute lutte pour réduire même de 5 minutes la journée de travail est impitoyablement sabotée.

Et sur le fond ? Pour améliorer le sort de la classe ouvrière, pas de lutte, mais le vote ! Pas de défense des intérêts de classe, mais la défense du potentiel industriel, le « produisons français », « consommons français », avec de la main-d'œuvre française, etc. Une seule politique, les commentateurs bourgeois l'ont souligné immédiatement : le chauvinisme dans tous les domaines, c'est-à-dire la guerre de chaque prolétaire contre son voisin ! Comme dans tous les pays la situation est aussi tragique, il n'y a aucune raison pour que les travailleurs trouvent un soulagement de leur sort dans cette politique. Mais en la suivant, ils auront sans aucun doute acquis l'impuissance nécessaire pour accepter tous les sacrifices...

Voilà pourquoi malgré tout il y a mille et une recettes. Elles ne sont pas un « programme », mais il n'y a pas meilleure manière de gouverner l'Etat tout en restant dans l'opposition que d'appâter les prolétaires et de détourner leurs énergies vers les trappes du chauvinisme, du pacifisme social et de l'impuissance !

Fastes de la domination impérialiste

● Les soldats de la guerre commerciale sont aussi les prolétaires...

Les difficultés des rapports commerciaux entre la CEE, le Japon et les USA ont fait la une des journaux ces dernières semaines, en particulier pour le secteur de l'automobile. Le sommet du cynisme est atteint par la CEE quand elle demande au Japon de réduire ses importations vers l'Europe, et de favoriser les exportations et les investissements européens vers le Japon.

Celui-ci leur a d'ailleurs envoyé une fin de non-recevoir, parlant, seulement, de veiller à ce que ses exportations vers l'Europe ne deviennent pas « torrentielles ».

Mais derrière l'unité de façade de la CEE c'est la cacophonie la plus totale, chacun des pays qui la composent ayant une situation différente. La RFA semble la plus touchée, avec une pénétration de plus de 10 % de son marché automobile ; la France limite celle-ci à 3 % grâce aux « obstacles non tarifaires » (contrôles techniques pointilleux, homologations délicates, crédits rares...), l'Italie n'est encore que peu touchée, et la Grande-Bretagne a passé des accords de stabilisation à 11 % de son marché.

Parallèlement les USA, sur lesquels les Européens comptaient pour tempérer les Japonais, ont décidé de ne pas mettre d'obstacles à l'importation des voitures japonaises, enlevant ainsi beaucoup de poids aux pressions européennes. Ainsi libre-échange, protectionnisme, tous ces credos bourgeois s'entremêlent, au grand dam des « théoriciens », la seule loi étant la victoire par tous les moyens dans la guerre économique.

De plus, tout le monde lorgne vers ce savoir-faire japonais qu'on aimerait bien

attirer chez soi, ou avec lequel certains aimeraient bien passer des accords, ce qui fait que au sein même de chaque bourgeoisie des clans existent. Ainsi, en France, le politicien Missoffe (« monsieur Japon ») parle de l'intérêt qu'il y aurait à « travailler avec les Japonais sur la voiture de 1990 ».

Les pompiers sociaux de chaque pays viennent apporter leur grain de sel dans cette mêlée, sur le thème du protectionnisme. Aux USA les syndicats de l'industrie automobile portent plainte contre les exportations japonaises, en Allemagne la DGB fait pression sur le gouvernement, et en France le PCF réclame plus de protection.

La seule chose dont on peut être certain, c'est que tous ces messieurs sont d'accord sur un point : exploiter toujours plus le prolétariat. Toutes ces contorsions prouvent une fois de plus que le prolétariat n'a pas de patrie, et que seule son union par-dessus les frontières et son non-respect des « intérêts de l'économie nationale » par la lutte de classe lui permettra de résister à l'offensive que toutes les bourgeoisies mènent contre lui.

● Non à la dissolution de la FEANF

Depuis 1977 avec l'interdiction de l'OCA (Organisation des Communistes Africains), l'Etat français a fait une utilisation à haute dose du décret de 1939 sur les organisations étrangères. Ainsi, depuis 1977, l'Association des Etudiants et Stagiaires Dahoméens en France (avril 79), le Mouvement des Travailleurs Ivoiriens en France (MOTIF, juin 79), l'Union Nationale des Elèves et des Etudiants de Côte-d'Ivoire (UNEECI) et l'Association des Etudiants d'origine Malgache ont été frappés. Maintenant c'est au tour

de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) d'être dissoute.

Alors que la bourgeoisie française intervient systématiquement en Afrique et qu'elle se prépare, peut-être, à intervenir au Tchad ou au Zaïre, il s'agit, pour elle, de frapper toute organisation africaine qui pourrait la gêner et aussi de chercher à intimider les prolétaires et les masses exploitées de ses néo-colonies. Notre solidarité est entière avec tous les militants anti-impérialistes pourchassés par « notre » impérialisme.

Mais il est clair qu'aucune aide réelle ne pourra venir des « forces de progrès, et des organisations démocratiques et anti-impérialistes » (traduisons : les partis de gauche, les syndicats, et toute la nébuleuse des Ligues des Droits de l'Homme et autre Amnesty International ou les mouvements religieux) comme le demande un tract de la FEANF daté de fin octobre. En effet qu'ont fait ces fameux « démocrates progressistes » pour l'OCA et pour toutes les organisations citées ? Rien. Qu'ont-ils fait après les interventions françaises au Zaïre ces dernières années ? Rien ou, au mieux, ils ont versé des larmes de crocodile. Cela n'a rien d'étonnant car une des bases matérielles de l'existence de toutes ces forces se trouve dans les miettes qu'elles reçoivent de l'impérialisme français.

La seule aide véritable ne peut venir que du prolétariat lui-même et d'un travail direct d'agitation anti-impérialiste et internationaliste dans sa direction. C'est de plus en plus la seule méthode capable de briser le cercle infernal « répression-appel aux démocrates » dans lequel se trouvent enfermés beaucoup de militants et de travailleurs immigrés, la seule voie qui puisse empêcher la stérilisation par toutes les forces social-chauvines des énergies anti-impérialistes que l'oppression bestiale de l'Afrique par l'impérialisme français ne peut manquer de susciter.

L'homme n'est donc plus le capital le plus précieux !

Dans la nuit du 20 au 21 octobre, un policier de Colombes a tiré sur un jeune Algérien qui roulait à bord d'une voiture volée. Nous ne savons pas si ce jeune, grièvement blessé et hospitalisé dans des conditions scandaleuses d'isolement, est encore en vie ; son compagnon a été arrêté.

Devant l'effervescence suscitée par cet « incident » parmi la jeunesse de Colombes, la section du PCF et ses élus municipaux se sont fendus d'un tract. Certes, ils s'y proclament « antiracistes » ; certes, ils s'y affirment « conscients du sort que la société capitaliste réserve à la grande masse de la jeunesse ». Mais, que voulez-vous, il s'agissait-là de « délinquance : deux individus forcent un barrage de police à bord d'une voiture volée » ! D'ailleurs, « ils sont connus comme délinquants à la cité HLM [...] où ils rendent la vie difficile aux locataires ».

Peut-on hésiter entre une R16 et la vie d'un jeune chômeur, quand on défend le droit sacré des propriétaires ? Car « les communistes [sic !] ne sauraient tolérer que des actes de délinquance mettent en cause les biens des personnes, leur sécurité, leur tranquillité ».

Staline, en gérant soucieux de l'accumulation capitaliste, ravalait l'homme au niveau de « capital le plus précieux ». A l'heure des licenciements massifs, c'est dépassé !

**programme
communiste**

El Programa Comunista

Après les élections, incertitudes américaines, certitudes pour le prolétariat mondial

Du résultat des élections américaines en général, et de celles du second après-guerre en particulier, on a dit qu'il serait difficile d'imaginer quelque chose de plus capricieux, parce que viscéral, et donc exposé aux mille séductions des mass media et de la contingence.

Mais ce qui échappe aux observateurs courants (ou ce qu'ils se gardent bien de noter), c'est que c'est précisément ce caractère épidermique du choix qui assure la stabilité fondamentale des institutions au service desquelles les électeurs mettent périodiquement les pauvres marionnettes venues des plantations géorgiennes ou des ranches texans, des studios d'Hollywood ou des épiceries du Middle West. C'est en somme l'illusion de changer le cours de l'histoire en changeant de personnage qui met l'establishment à l'abri de coups dirigés contre ses bases. C'est l'inconsistance de cette illusion qui confère une continuité au mouvement pendulaire qui, tous les quatre ans, donne le pouvoir à tel ou tel parti, à tel ou tel président.

Il ne fait pas de doute qu'en votant Reagan, l'électorat américain a exprimé son aspiration à la sécurité, aux valeurs traditionnelles, au prestige intérieur et extérieur du pays. Il ne fait pas de doute

qu'en posant sa candidature sous le signe du « il est temps de changer », Reagan a, de fait, promis aux citoyens « libres et égaux » de son pays que ce changement équivaldrait à un retour à l'abondance, à la liberté d'initiative, à la toute-puissance politique et militaire d'autrefois, donc à l'immobilisme dans un monde soumis à un mouvement vertigineux. En cela, électeurs et élus ont exprimé un même rêve; ce qui, dans la situation d'aujourd'hui, veut dire qu'ils ont été les victimes d'un même mirage.

Carter, dit-on, était faible. Soit : il ne faisait que refléter fidèlement une situation d'affaiblissement matériel progressif et inexorable des Etats-Unis comme première puissance mondiale d'une part, comme machine productive et comme institution financière de l'autre. Il s'ensuit que Reagan pourra bien étaler son énergie (et il n'est pas dit qu'il le fera) : les rapports de forces objectifs n'en changeront pas pour autant. Sous Carter, du reste, ils n'ont pas toujours été dirigés dans la même direction, ils ont plutôt oscillé tantôt dans un sens et tantôt dans l'autre (il suffit de penser à la récupération des positions perdues dans la région du Golfe après les revers des années passées), en obéissant à des détermina-

tions matérielles indépendantes des plans comme des aspirations, de la compétence comme de la volonté des individus.

La politique de la Maison Blanche était, dit-on, incertaine. Soit : elle ne faisait que refléter fidèlement une incertitude objective qui n'était pas seulement et pas tellement celle des Etats-Unis, mais aussi et surtout celle du monde capitaliste; une incertitude qui existait avant Carter et qui accompagnera nécessairement Reagan, parce que c'est l'incertitude de l'industrie, du commerce, des banques, de la Bourse, pour ne pas parler du consortium des Etats et des rapports entre les classes, dans les cinq continents. Reagan s'y connaît, dit-on, en rodéos; mais ici il faut bien autre chose que l'habileté personnelle des héros de western!

Sous l'administration des démocrates on a vu grandir dans des proportions monstrueuses, dit-on, l'arbre de l'Etat assistantiel, interventionniste, coûteux, et ennemi de cette libre initiative privée que le président élu jure au contraire de favoriser, notamment en allégeant le poids écrasant des impôts et en réduisant l'inflation. Soit : à part le fait que ce fameux arbre a été arrosé par Ford, Nixon, Eisenhower aussi bien que par Carter, Johnson, Kennedy, Truman, la mystique de la non-intervention de l'Etat apparaît comme plutôt dérisoire à un moment où des temples dorés de la libre initiative, en particulier à Detroit, s'élèvent la prière angoissée que l'Etat veuille bien éponger les dettes vertigineuses accumulées par l'industrie dans les années de vaches grasses; à un moment où les mêmes managers qui ont, murmure-t-on, favorisé le leader républicain, s'attendent de sa part à un brusque tour de vis dans le domaine éminemment... libéral de la protection douanière. Quant aux dégrève-

(Suite p. 4.)

Procès des « Quatre »

Exorcisme chinois

« Un pas de plus a été fait, disions-nous en octobre 76 dans le n° 229 de ce journal lors de la victoire de Hua Guofeng, dans l'élimination du « romantisme » maoïste, c'est-à-dire dans l'élimination de l'Etat des habitudes et des illusions, des scories que charrie inévitablement avec lui tout mouvement qui a entraîné les masses paysannes et petites bourgeoises, même si l'élan prolétarien a été stoppé net dans le sang de Changhaï et de Canton, il y a cinquante ans. »

Le pendule n'était pas encore parvenu au bout de sa course normalisatrice. Hua Guofeng lui-même n'était que la figure d'un équilibre transitoire, et le procès des « quatre » est aujourd'hui indispensable pour exorciser tout démon de radicalisme dans les masses qui ont été entraînées sur le terrain de la lutte politique, radicalisme que la bourgeoisie a dû tolérer et dont elle s'est parfois imprégnée, mais qu'aujourd'hui, parvenue et assise, elle doit combattre comme un péché de jeunesse. Son souvenir ne risque-t-il pas en effet de donner de mauvaises idées aux masses exploitées sur le dos desquelles le développement de la bourgeoisie pèse comme un fardeau toujours plus insupportable ?

La bourgeoisie chinoise cherche donc à éliminer le Mao partisan, le Mao d'une fraction bourgeoise particulière, mais elle essaiera toutefois de préserver dans son œuvre purificatrice l'icône du Mao utile pour l'avenir, celui d'un « bloc des quatre classes » qui a eu un rôle historique mais que la bourgeoisie voudrait maintenir éternellement.

Quant à nous, nous émettons l'hypothèse que lorsque le pendule finira par inverser son mouvement, il ramènera avec lui, non plus le vieux romantisme populiste, mais bien, cette fois, la politique révolutionnaire de classe, prolétarienne et communiste!

Le déclin économique des Etats-Unis

Le déclin relatif des Etats-Unis est illustré par le fait que ce pays a vu la part qu'il occupait dans le PIB mondial (« produit intérieur brut », qui mesure la production mondiale) diminuer régulièrement depuis 1963. En 1963 les Etats-Unis représentaient 36,5 % du PIB mondial, en 1974 33,8 %, en 1977 ils n'en représentaient plus que 27,3 % (voir Les Echos du 12 novembre 1980). Parallèlement la part du Japon passait de 3,8 % en 1963 à 6,2 % en 1974 et 8,9 % en 1977, tandis que celle de l'Europe de l'Ouest passait dans le même temps de 23,2 % à 23,8 % puis à 27,1 %.

Solidarité avec ceux de Long Kesh!

(suite de la page 1)

tannique se contente donc de proposer une série de réformes économiques et démocratiques pour rétablir le calme.

Des deux côtés du canal, comme à l'échelle mondiale, les larbins de la bourgeoisie sont à l'œuvre : défense de la démocratie et de l'impérialisme, condamnation du terrorisme et de la lutte de classe ouverte.

En 1968, alors que le chômage est compris entre 14 et 40 % dans les quartiers catholiques, la lutte reprend avec une formidable énergie à partir de la revendication des droits civiques : fin des discriminations, égalité de vote, abolition des pouvoirs spéciaux et dissolution des polices spéciales. Très vite, les milices loyalistes et la police attaquent les manifestations. L'IRA reprend peu à peu ses activités, les quartiers catholiques s'organisent. Le gouvernement d'Ulster accorde l'égalité de vote et dissout un corps de police, mais demande l'intervention des troupes britanniques qui débarquent fin 1969. En août 1971, l'interne sans procès est introduit au Nord (l'Etat du Sud l'avait remis en vigueur dès décembre 1970 sur pression britannique). Les manifestations contre l'internement se multiplient au Nord et au Sud, dont celle du « Dimanche sanglant », au cours duquel l'armée abat une dizaine de jeunes manifestants. Des quartiers se soulèvent et certains, comme à Belfast et Derry, resteront libres pendant plus d'un an. En mars 1972, le parlement d'Ulster, qui ne représentait qu'une certaine autonomie administrative, est suspendu et Westminster reprend le contrôle direct sur l'Ulster.

L'IRA, partagée entre deux fractions dont une abandonne la lutte armée, ne peut donner d'autre perspective réelle d'organisation collective des travailleurs que celle, absolument indispensable, il va sans dire, d'une autodéfense, mais le plus souvent, hélas, sans armes. La lutte ne s'arrêtera jamais, montrant dans bien des occasions, pour la défense des quartiers et le soutien aux prisonniers politiques, une combativité formidable.

Plus de 8.000 personnes seront emprisonnées sans procès de 1971 à 1975. Il

suffit qu'un policier affirme que l'inculpé a avoué oralement pour que celui-ci soit incarcéré. Et on connaît les méthodes de torture, de déprivation sensorielle employées pour obtenir les renseignements... En mai 1972, à la suite d'une grève de la faim, les prisonniers républicains obtiennent le statut de prisonniers politiques en Irlande du Nord (au Sud, les prisonniers n'ont aucun droit).

En 1976, fort d'une campagne bien orchestrée contre le terrorisme de l'IRA, le gouvernement anglais supprime le statut politique en déclarant que les terroristes (en fait tous ceux qui se révoltent contre l'oppression impérialiste) sont des criminels de droit commun. A la même époque, il met en place le « Prevention against Terrorism Act » (PTA) qui permet à l'Angleterre d'arrêter et d'expulser toute personne soutenant de près ou de loin les activités de l'IRA. 4.500 personnes seront détenues en Angleterre sous le PTA. En 1978, il y aura environ 3.000 prisonniers irlandais répartis dans les prisons des deux Irlandes, d'Angleterre et des USA.

La lutte des prisonniers

Les prisonniers républicains ont toujours lutté pour le statut politique et le rapatriement des prisonniers d'Angleterre en Irlande. Plusieurs fois, pour ces revendications, des prisonniers ont payé de leur vie après une grève de la faim. La lutte prend une autre dimension quand en 1976, dans les « Blocs H » du camp de Long Kesh près de Belfast, les prisonniers refusent de porter l'uniforme carcéral et sont jetés nus dans leurs cellules avec une couverture ou une serviette sur le dos. Devant leur détermination, parallèlement aux brutalités des matons, l'administration pénitentiaire leur retire les « privilèges » : promenade, visites, lettres, possibilité de lire, d'écrire, table, chaise, lit... jusqu'à l'accès aux sanitaires. En mars 1978, les prisonniers entament la grève de l'hygiène. Ils vivent depuis dans des conditions effroyables : seuls et nus dans les cellules 24 heures sur 24, avec pour seul mobilier un matelas trempé (arrosé par les matons), vivant au milieu

de leurs excréments, sans aucune activité physique ou intellectuelle, sans voir personne sauf les gardiens lors d'un passage à tabac, d'une fouille intime ou d'un lavage forcé au détergent de la cellule et du prisonnier. Ils réclament le droit de ne pas porter l'uniforme carcéral, de ne pas faire de travail pénitentiaire, le droit d'organiser des études et des loisirs, le droit de s'organiser et de se réunir avec les autres prisonniers politiques, le droit à une visite, un paquet par semaine et, enfin, le rétablissement des remises de peine. Les prisonniers arrivent à se maintenir le moral en organisant des discussions ou des cours de gaélique, criés de cellule en cellule.

Les femmes, emprisonnées à Armagh, commencent en 1979 la grève de l'uniforme, puis, en février 1980, suite à une bastonnade des gardiens et à la fermeture des sanitaires, la grève de l'hygiène. Actuellement, le mouvement de protestation regroupe environ 500 hommes et 30 femmes. Depuis le 27 octobre dernier, 7 prisonniers font la grève de la faim à Long Kesh.

Quel soutien ?

En Irlande, des comités de parents des prisonniers, les *Relative Action Comitees*, organisent un soutien minimum : manifestations, récoltes d'argent pour les familles des prisonniers, services de cars pour les visites. Un comité national contre les H Blocs s'est constitué en octobre 1979 et a organisé de nombreuses manifestations et une pétition internationale. La situation des prisonniers est évidemment dramatique, et l'urgence de les sortir de là pousse tout le monde à la recherche d'un soutien large et immédiat, la propagande appelle au sentiment humanitaire de la population et à la bonne volonté des démocrates. Les organisations démocratiques, dont les organisations ouvrières, sont appelées à protester officiellement devant le gouvernement anglais.

Le problème, c'est que les démocrates sont déjà intervenus. En 1978, Amnesty International, la Ligue des droits de l'Homme, l'Eglise, par l'intermédiaire d'un éminent cardinal d'Irlande du Nord,

ont visité les camps de détention et ont présenté des rapports émouvants aux autorités britanniques. Depuis lors, la situation des prisonniers n'a fait qu'empirer.

On ne forcera assurément pas la bourgeoisie à reculer en essayant de lui donner mauvaise conscience devant l'opinion internationale, d'autant qu'il existe une entente entre les Etats bourgeois qui, en Europe, ont précisément aboli le statut de prisonnier politique dans leur lutte contre le terrorisme. De plus l'appel aux principes humanitaires au nom desquels on s'imaginerait tort prendre les bourgeois à leur propre jeu a le grave inconvénient de démoraliser la classe prolétarienne.

La bourgeoisie ne reculera que si elle sent en face d'elle une véritable force. Pour cela, la classe ouvrière irlandaise a fait ce qu'elle a pu. Pour qu'elle ne reste pas seule dans sa tragique lutte, elle doit recevoir l'appui de celle d'Angleterre et des autres pays. L'impérialisme anglais sera d'autant plus contraint à reculer qu'il ne pourra toucher à un cheveu des héroïques révoltés d'Irlande sans grossir dans le cœur des prolétaires du monde entier la haine de l'ordre établi et sans provoquer des ripostes de solidarité avec leurs frères de classe martyrisés par la mère des démocraties bourgeoises.

Nous ne jetons pas la pierre aux amis et aux familles des victimes qui, en attendant désespérément cette aide fraternelle, la seule efficace et la seule féconde, dont les privent le chauvinisme, le social-impérialisme et le pacifisme renforcés par la contre-révolution stalinienne, pensent pouvoir utiliser tous les moyens dans l'espoir de soulager les prisonniers et les arracher aux griffes des bourreaux.

Les aider à ne pas tomber dans les mains des marchands d'illusions démocratiques et des curés est aussi un devoir de classe. Pour cela, il faut introduire, partout où des prolétaires s'éveillent à la vie de classe, la préoccupation de la solidarité prolétarienne et internationale avec les prisonniers politiques irlandais comme avec tous les autres.

C'est de cette manière qu'en même temps la classe ouvrière redeviendra elle-même.

Hé, Charlie, mollo !

Dans son numéro du 22 octobre, *Charlie-Hebdo* prétend « critiquer au fond » les « petits cons », auteurs du tract de la *Guerre sociale* dont nous avons démonté dans notre n° 322 l'anti-fascisme infantile. Mais comme on s'en doute, le « fond » d'où émergent les grands coups de manchette de *Charlie-Hebdo* est très différent du nôtre. Et si leur cible apparente est une « ultra-gauche » effectivement débile, leur cible réelle est la position du communisme révolutionnaire. Aussi devons-nous leur rabattre un peu le caquet.

Charlie-méli-mélo

Amalgamez, amalgamez, il en restera toujours quelque chose. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'« ultra-gauche » essaie de créer la confusion entre ses positions et les nôtres, ce en quoi elle est puissamment aidée par tous ceux qui nous visent à travers elle. Il est amusant de voir *Charlie* ressortir contre Bordiga les calomnies les plus stupides propagées par les stalinien comme par l'OCI, essayer de le ridiculiser par une phrase citée hors de son contexte, et qualifier d'« ultra-gauche » notre critique de l'antifascisme démocratique, critique dont il affirme d'ailleurs qu'elle « a eu beaucoup d'intérêt jadis [dans les années 20], et [...] en a encore en apparence ». Si un Charlie y retrouve ses petits, il a de la chance ! La seule chose claire, c'est que Manchette qui signe l'article, a des lectures, et qu'il les utilise pour tout embrouiller.

De même, et sous prétexte que la *Guerre sociale* cite approuvativement *Auschwitz* ou le grand alibi, il escamote sournoisement toute discussion sérieuse sur la question juive et l'extermination des Juifs, ne cite d'*Auschwitz*... qu'une phrase isolée du contexte, et assimile notre position, qui explique cette extermination, à celle de gens qui nient sa réalité. Il a bonne mine lorsqu'il ironise sur la mé-

thode pseudo-scientifique des faurissonnistes !...

Charl'idéal

Un des objectifs d'*Auschwitz*... était de démolir la vision idéaliste des démocrates pour qui c'est le racisme, une passion libre, gratuite et démoniaque qui a causé la mort des Juifs, et de montrer au contraire que cette mort relevait d'une explication déterministe de l'histoire. Voilà pourquoi le texte soulève un tel tollé, de Vidal-Naquet à Manchette, d'*Esprit* à *Charlie-Hebdo*. Déterminisme historique ? Quelle horreur ! Nous voulons que l'homme soit libre ; nous voulons que l'idéologie soit libre, la nôtre comme celle de nos ennemis, nous voulons qu'elle soit la cause première des coups mêmes qui nous frappent.

Nous voulons, nous autres néo-idéalistes, que la « société contemporaine d'abondance » (quand le tiers de l'humanité crève de faim et que même aux USA il y a 40 millions de pauvres « officiels », ce simple terme suffit à situer les situationnistes !) soit la clé du fascisme, compris comme son « prototype rudimentaire ». Nous voulons que la société soit devenue « entièrement spectaculaire (c'est-à-dire entièrement idéologique) » ; c'est-à-dire que nous ne voulons admettre ni déterminisme historique, ni lois objectives de l'économie capitaliste. Nous décrétons que « la critique de l'idéologie est devenue la question centrale de la société... », d'une société qui n'est plus déterminée matériellement mais seulement par l'idéologie, et ne connaît plus la lutte des classes mais seulement des affrontements idéologiques.

Certes, la « critique révolutionnaire moderne » est plus subtile que l'idéalisme classique : elle est même capable de chercher chez Engels (qui n'en peut mais !) de quoi se justifier. Et elle est prête à accepter bien des choses... pour hier, à condition qu'on lui concède que, comme

Sganarelle, « nous avons changé tout cela ». Elle est prête à admettre que notre courant avait raison, hier, de voir « dans l'antifascisme un frontisme, par lequel le prolétariat abandonnait ses propres buts pour soutenir la démocratie bourgeoise » et d'avoir « révélé le secret de la politique antifasciste qui, pour empêcher la dictature veut renforcer l'Etat », etc. Elle est prête à tirer un coup de chapeau à notre passé pour pouvoir nous traiter de fossiles.

Charlie-miro

Car tout cela est dépassé. Depuis quand ? Comment ? Pourquoi ? Mystère. On affirme, et on rit.

Pour Manchette, c'est une rigolade de parler aujourd'hui d'« union sacrée antifasciste [...] qui ramène les prolétaires derrière leurs organisations contre-révolutionnaires et réunit les classes antagonistes dans la défense de la démocratie bourgeoise ». Selon lui, « le seul consensus effectivement réel [est] celui des divers leaders qui ont défilé à la télévision dans l'hilarité générale... ». Et il prétend que si l'Etat et ses sbires ressortent le coup de la « défense de la république », « alors la plupart des gens éclateront de rire... ». Tout simplement.

Ces bons apôtres devraient ouvrir les yeux. Car si, effectivement, la bourgeoisie et ses laquais ont plus de difficultés à mobiliser les prolétaires, leur capacité de les encadrer est encore trop réelle. Il n'est que de voir en Lorraine les ouvriers défendre « la sidérurgie française » contre le minerai allemand. De voir les ouvriers des chantiers navals ou des arsenaux défendre la « marine française ». D'entendre les gars de la SEITA crier « fumez français » ! Il faut reconnaître l'impact qu'a encore aujourd'hui toute la propagande social-chauvine, social-raciste, social-impérialiste, social-flic des gens qui défendent l'économie nationale et l'Ordre bourgeois. Il faut voir la difficulté qu'il y a, par

exemple, à mettre en marche et à organiser un mouvement de solidarité réelle et agissante avec les ouvriers immigrés surexploités et sur-opprimés, et la facilité avec laquelle on fait dire et faire n'importe quoi à n'importe qui sous prétexte d'antisémitisme et de menace fasciste.

« La plupart des gens éclateront de rire... » ? Sans blague ! Ils ne rient pas du tout. Ils déclament, ils bavent, ils se mobilisent déjà pour défendre l'Ordre républicain, démocratique et civilisé. Ils se précipitent, déjà, pour renforcer le gardien de cet Ordre, l'Etat bourgeois. Ce qui n'empêche pas Manchette, qui voit pourtant l'Etat se préparer à remplacer les balles en plastique par « des balles réelles », d'affirmer : « Pendant ce temps l'Etat moderne, malgré sa riche panoplie idéologique [...], est ébranlé partout... ». On pense à Cohn-Bendit, autre enfant des situationnistes, prétendant qu'en 68 « il n'y avait plus de pouvoir » (voir *Programme Communiste* n° 43-44). Hé, Charlie, ce n'est plus de la myopie, c'est de l'aveuglement !

Charl'illusion

A quoi riment finalement toutes ces salades, ces « tout est spectacle », « tout est idéologie », « l'Etat est ébranlé », « il n'y a qu'à en rire... », etc. ? Ces rigolards croiraient-ils faire ainsi « la critique de la démocratie » ? Les anti-fascistes infantiles, eux, sentent au moins où est l'ennemi, même s'ils le combattent si maladroitement qu'ils finissent par le renforcer. Les épigones du situationnisme font passer toute la lutte sociale du terrain réel dans l'idéologie et contribuent ainsi à gêner la reprise réelle du mouvement révolutionnaire. Ils luttent comme ils peuvent contre la renaissance d'un large mouvement de classe du prolétariat orienté sur ses positions propres.

(suite page 8)

« Eugène Varlin » ou l'impuissance des sectes

Pour le marxisme, les tâches permanentes du parti sont les suivantes : 1) Défense et élaboration de la théorie marxiste (« Sans théorie révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire », disait Lénine). 2) Défense et renforcement de l'organisation du parti, c'est-à-dire de l'outil indispensable de la dictature, de l'insurrection et de la préparation révolutionnaire. 3) Participation aux luttes ouvrières, de manière à développer l'organisation et la conscience de la classe en les liant aux buts révolutionnaires.

Que pense de cela Eugène Varlin (disons EV), groupe né en 1977 de la même matrice stalinienne « de gauche » que *l'Eveil* et *Le Bolchévik* ?

Pour ce groupe, « certes le marxisme est une science », mais c'« est d'abord et surtout la théorie du mouvement du prolétariat vers son émancipation : c'est pourquoi on ne peut concevoir l'élaboration d'une théorie, d'un programme et d'une tactique marxiste-léniniste qu'en liaison avec le mouvement révolutionnaire du prolétariat » (1). C'est juste. Mais est-ce à dire que si la lutte révolutionnaire du prolétariat sommeille, le parti, lui, doit se saborder ? Pour éviter d'avoir à répondre à cette question embarrassante, EV doit faire deux grosses bêtises.

Tout d'abord, il croit définir le parti en le présentant comme le « détachement d'avant-garde de la classe ouvrière » (2). Mais si on se contente de cela sans indiquer le sens dans lequel elle se meut, on ne fait que décrire un phénomène sans en indiquer la nature. On ne peut donc se passer de parler du programme. Or pour EV ce dernier se réduit à l'affirmation vague de la révolution et de la dictature du prolétariat, positions justes en elles-mêmes, mais bien insuffisantes pour caractériser le programme du communisme et la théorie marxiste. Au point que le stalinisme les revendiquait aussi !

Ensuite, pour EV, toute situation est révolutionnaire. Il n'y a pas de périodes où le parti se trouve pratiquement isolé de la classe, comme Marx et Engels en 1852, Lénine en 1907. Affirmer le contraire reviendrait à tomber dans l'« intellectuelisme », à vouloir conserver aux intellectuels petit-bourgeois le monopole de la théorie, et nous ne l'aurions fait pour notre part que pour justifier après coup une « inactivité » coupable pendant de longues années. « Qui peut dire ce qui se serait passé si le PCF avait été un Parti réellement révolutionnaire ? » en 1945, lance EV à notre adresse, comme si les militants sur le corps duquel a dû passer la contre-révolution stalinienne pour triompher ne savaient pas par expérience depuis longtemps en 45, que le PCF n'était plus révolutionnaire...

Comment maintenant rallier les prolétaires à la lutte communiste ? Pour EV, à la différence de *l'Eveil*, le prosélytisme (EV appelle cela la « pêche à la ligne ») ne suffit pas. Il faut participer aux luttes immédiates. Entièrement juste. Mais comment ? C'est là que tout se gâte. EV tire en effet de la fonction primordiale du parti dans les organisations immédiates l'idée que tout le travail s'y ramène à gagner des militants au parti.

Tant que le parti manière EV, n'est pas créé, « toute notre énergie doit donc être orientée vers [les ouvriers avancés] pour les convaincre, les rallier au marxisme-léninisme et les organiser dans l'Organisation communiste » (2). Quiconque s'imagine, comme nous, qu'à côté du prosélytisme, il faut aussi partir du niveau où se trouve la classe pour favoriser son organisation et sa prise de conscience, ne fait que « capituler devant le mouvement spontané » et se contente d'appeler les ouvriers « à lutter » sans les intéresser à la théorie marxiste.

Et « lorsque le parti sera créé, c'est-à-dire lorsque l'avant-garde sera ralliée » ?

Eh bien alors, « l'objectif général de l'activité des communistes dans le syndicat sera d'en prendre la direction, de transformer les syndicats en syndicats révolutionnaires (et non en syndicats « durs » pour nos intérêts immédiats entraînant le prolétariat et le semi-prolétariat pour la prise du pouvoir » (2).

Mais comment croyez-vous que la classe ouvrière fait la révolution ? En tournant le dos à ses intérêts immédiats (qui ne sont d'ailleurs pas seulement économiques), ou parce que ces intérêts ne peuvent plus à un certain moment être défendus sans le renversement violent de l'ordre établi, et qu'elle est préparée à cette issue par une lutte énergique pour leur satisfaction en liaison avec le but révolutionnaire ?

Il est vrai qu'aujourd'hui la distance entre la lutte immédiate et le but révolutionnaire peut sembler désespérément longue. EV ne donne certainement pas la bonne manière de la raccourcir. Sa méthode ne rend pas seulement impossible la constitution et le développement d'un véritable parti révolutionnaire en rabaisant la théorie et le programme au rabâchage de quelques positions lancées comme un nouveau credo, et, qui plus est, un credo le plus souvent pris dans le bagage du stalinisme. Cette méthode rend également impossible la préparation de la classe et du parti à la révolution en concevant la participation aux luttes ouvrières comme la seule propagande pour ce nouveau credo au nom duquel les prolétaires devraient abandonner leurs intérêts immédiats, ce puissant levier du développement historique !

De cette manière, on ne produit que l'impuissance des sectes.

(1) La voie de la création du parti, n° 4, juin 1979.

(2) Lutte Communiste, n° 20, mai-juin 1980.

Incertitudes américaines

(suite de la page 3)

ments fiscaux, au gouvernement à bon marché, à la lutte contre l'inflation, etc., que Reagan augmente, comme il en a l'intention, le budget de la défense, et nous en reparlerons.

Reagan lui-même s'en est rendu compte, si bien qu'il est arrivé à l'échéance des élections avec un programme inverse de son programme initial, un programme qui dit : « il est temps de ne rien changer du tout », même par rapport à Carter, ou mieux : « il est temps de ne rien changer au fond tout en changeant opportunément la forme ». Or, nous ne nions pas que dans les processus historiques la forme ait une certaine importance, quoique mineure ; et dans les limites où nous pouvons reconnaître qu'un changement d'atmosphère politique, d'accent « social », d'habitudes diplomatiques, de parade militaire, etc., peut influer sur le cours des événements, notre prévision est que cette forme plus ou moins modifiée sera un facteur de plus, non de sécurité mais d'instabilité, non de conservation mais de déséquilibre, dans les rapports déjà tendus entre les classes, dans le monde déjà explosif des minorités ethniques, dans l'univers déjà turbulent des relations internationales.

En d'autres termes, ce qui se passera, c'est que le propagandiste du retour aux « certitudes » américaines — donc bourgeoises — découvriera (de même que ses électeurs stupéfaits) qu'il est tout comme Carter, et peut-être plus que lui, le véhicule involontaire de tensions croissantes ; l'exécuteur en grande partie passif de décisions impersonnelles surgies d'une société incontrôlable dans la pathologie de ses manifestations.

Ceci n'est pas seulement une prévision, ou un simple souhait de notre part : c'est une certitude.

Trade-unionisme et communisme, ou « Que faire ? », hier et aujourd'hui (3)

Problèmes de la lutte économique aujourd'hui

Nous avons jusqu'ici cherché à tirer du processus décrit par Lénine dans *Que faire ?* toutes les conséquences pratiques générales, c'est-à-dire indépendantes du

degré de maturité du capitalisme. Or, depuis 80 ans, cette dernière a considérablement avancé.

point c'est tout. On passe donc plus vite à la lutte politique, au moins en théorie, c'est-à-dire si toutes les conditions favorables à ce processus sont réunies. Cependant on ne passe pas vite à la lutte révolutionnaire en niant ce processus, mais bien au contraire, en menant un combat *encore plus acharné qu'hier* pour tirer le prolétariat vers le communisme révolutionnaire contre toutes les forces de l'ordre établi.

Nous venons de voir les conséquences que ce changement de période historique entraînait pour les rapports de la lutte prolétarienne « spontanée » et du parti. Voyons maintenant où en est la classe ouvrière dans son propre mouvement.

Au moment où Lénine écrit *Que Faire ?* il y a une bonne dizaine d'années que l'essor du mouvement revendicatif a déjà poussé la classe ouvrière à faire un premier pas : sa lutte est déjà « trade-unioniste », pas encore communiste révolutionnaire. Et aujourd'hui ?

On ne peut comprendre la situation présente sans voir que la contre-révolution a détruit toute vie réelle de classe dans les pays où existait un mouvement prolétarien, c'est-à-dire dans les pays de vieux capitalisme. La formidable expansion du second après-guerre et l'absence totale du parti, en tant que centralisateur effectif des énergies de la classe prolétarienne, a même permis que toutes les poussées de lutte immédiate soient à terme stérilisées et maintenues dans le cadre de la politique démocratique et réformiste. Dans les pays de jeune capitalisme, les luttes ouvrières ont pu entièrement être subordonnées à la politique nationale démocratique, si bien que les organismes nés de ces luttes sont devenus tout naturellement des syndicats d'Etat avec la victoire des luttes d'indépendance.

L'impérialisme n'exclut pas la lutte trade-unioniste

A l'époque de Lénine, la politique trade-unioniste, c'est-à-dire la *politique ouvrière bourgeoise*, née en Angleterre grâce au privilège de la domination du marché mondial, s'étendait progressivement aux autres pays d'Europe avec le progrès de l'impérialisme, comme venait de le montrer la constitution d'une aile ouvertement réformiste et révisionniste dans le parti prolétarien. Par la suite, le capitalisme s'est enfoncé plus à fond dans la putréfaction impérialiste, et cette politique ouvrière bourgeoise a également mûri au point d'associer totalement une vaste bureaucratie ouvrière, mais aussi des couches « aristocratiques » entières, à la marche de l'Etat impérialiste, comme le révéla la chute de la II^e Internationale et des syndicats dans le social-patriotisme en 1914. Il va sans dire que ce phénomène, loin de se résorber, s'est au contraire encore amplifié avec la vague révolutionnaire des années 20, la contre-révolution mondiale et la seconde guerre impérialiste et les folles années d'expansion capitaliste du second après-guerre.

Comment ce phénomène se présente-t-il aujourd'hui ? Le stalinisme et sa descendance sont arrivés, tout comme la social-démocratie ou les autres courants vendus à l'adversaire, à mener sur la base de l'impérialisme une politique de corruption et de division systématique des rangs prolétariens qui a conduit, après la défaite prolétarienne des années 20 et la seconde guerre, à stériliser effectivement toutes les poussées immédiates de lutte qui sont venues se briser sur les puissantes défenses extérieures de l'ordre bourgeois mises en place par la politique démocratique et impérialiste de corruption politique et sociale.

La conclusion que l'on peut tirer de cette évolution est assurément que la pression de la classe bourgeoise et de son Etat sur la lutte économique immédiate est beaucoup plus forte aujourd'hui qu'hier. Mais cette pression répond en même temps au fait que les poussées qui viennent du sous-sol économique sont, au moins potentiellement, également plus fortes. Ces deux phénomènes entraînent un double résultat.

D'un côté, le champ de bataille tend à devenir immédiatement plus large, à entraîner toutes les forces sociales, en particulier l'Etat, dans la lutte et à faire passer toute lutte à un terrain au moins objectivement politique, c'est-à-dire à une lutte de classe, que la bourgeoisie mène

comme telle, même si le prolétariat n'en est pas encore conscient. Mais le réseau de défense « opportuniste », c'est-à-dire ouvrier bourgeois, dispose de bien plus d'atouts qu'hier pour éteindre les « étincelles de conscience de classe ». Il ne dispose pas seulement de la politique de réformes sociales systématique, mais aussi de la corruption sociale et politique (comités d'entreprise, municipalisme, parlementarisme), et il joue également sur l'intégration à l'Etat de tous les points d'appui qui servaient aux débuts du mouvement prolétarien à la continuité d'une vie indépendante de classe (sociétés d'entraide, coopératives, sociétés sportives, d'éducation et de culture ouvrière, etc.).

Cela rend incontestablement plus difficile le travail d'éducation classiste à partir des poussées immédiates et tend sans doute à repousser à des périodes de profondes secousses sociales les conditions favorables à une fécondation révolutionnaire de ces luttes, c'est-à-dire à la conquête de couches significatives du prolétariat, non seulement à une influence communiste directe mais même à l'utilisation systématique et à grande échelle des méthodes de classe.

Est-ce à dire qu'il n'y a plus de place aujourd'hui pour la lutte économique et que seule la lutte politique révolutionnaire est possible, comme le laisse entendre Trotsky lui-même lorsqu'il écrit qu'« à l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne » ? (*Les Syndicats à l'époque de l'impérialisme*.)

Tirer une telle conclusion ne découle pas, à notre avis, de l'analyse des faits historiques, mais de l'établissement d'un lien erroné, parce que mécanique, c'est-à-dire antidialectique, entre poussées immédiates et lutte révolutionnaire, dont l'évolution impérialiste du capitalisme ne change pas la nature, mais modifie seulement la forme, les modalités.

Ce qui découle des faits est que si la poussée immédiate conduit à faire un « premier pas » vers la conscience de classe, la pression des forces impérialistes et le jeu des partis réformistes entraînent un accomplissement bien plus rapide qu'autrefois du deuxième pas, qu'ils s'efforcent d'entraîner sur le terrain de la collaboration des classes. Un

Tirer argument du rétrécissement théoriquement possible de la distance entre lutte économique et lutte politique pour inviter le prolétariat à « passer directement » à la lutte révolutionnaire n'est donc pas une simple phrase creuse. Cela revient, même avec les meilleures intentions du monde, à laisser le terrain libre à la bourgeoisie et à son travail contre-révolutionnaire et à lui permettre de faire passer plus vite le prolétariat au second pas, dans le marais réformiste, démocratique et chauvin, non sur le roc révolutionnaire, communiste et internationaliste.

*

Dans la Russie du tournant du XX^e siècle, la classe ouvrière se mit en mouvement dans un pays encore largement féodal et dans des conditions internationales où naissait à peine l'impérialisme.

A quel point en est aujourd'hui la « conscience de classe » ?

Même s'il était déjà visible que la fin du cycle d'expansion de l'après-guerre entraînait des craquements que nous saluons comme le gage d'une future reprise prolétarienne, on n'en était pas moins tenu de constater à la fin 1971 que la classe ouvrière n'était pas encore sortie d'une situation historique terrible où elle était « tombée à un niveau plus bas encore que celui considéré dans *Que Faire ? de Lénine*. Alors il s'agissait d'importer dans la classe la conscience politique, le socialisme ; maintenant il s'agit de la tâche difficile de souder l'intervention politique du parti à une action économique qui, spontanément, n'atteint pas le niveau de ce que Lénine appelait la « conscience trade-unioniste » et qui, sauf cas tout à fait exceptionnels, garde un caractère sporadique, corporatiste, sectoriel, et nous dirons même contestataire. » (*Le Parti devant la question syndicale*), *Programme communiste* n° 53-54, pp. 26-27).

Depuis, huit années ont passé. Les « cas tout à fait exceptionnels » sont devenus de moins en moins rares.

A la périphérie du capitalisme, dans les pays neufs où l'ouverture d'un cycle d'instabilité capitaliste coïncide avec la fin de la phase bourgeoise révolutionnaire et anti-impérialiste, et où les amortisseurs du réformisme social sont moins puissants ou carrément inexistantes, les explosions se succèdent les unes aux autres, à un rythme accéléré : de la Tunisie au Pérou, de la Turquie au Brésil, etc., il s'agit encore largement d'émeutes et dans une moindre mesure de mouvements présentant un minimum d'organisation préalable. Au cœur même des pays de vieux capitalisme, les secousses se font sentir, plus manifestes dans les Etats les plus faibles, comme c'est le cas de l'Espagne, où la démocratisation a cependant fourni un barrage efficace à la poussée ouvrière en étouffant ses potentialités classistes. L'activité intense des secteurs de l'immigration en provenance des pays dominés a fait naître surtout en France des tentatives plus avancées que dans le reste de la classe. L'été prolétarien polonais a vu le passage des émeutes de 1970 à un mouvement ouvrier organisé, qui, malgré toutes les limitations dues à l'absence de l'intervention du parti, défriche vigoureusement la voie de la reprise pour la classe ouvrière du monde entier.

De ces mouvements démontrant la vie d'une classe que beaucoup croyaient définitivement absorbée dans la société bourgeoise, empêtrée dans les marais de la politique bourgeoise, naissent de petits groupes de travailleurs qui cherchent à

préparer les luttes à venir, tandis que le parti révolutionnaire regroupe un petit noyau de militants poussés par l'ensemble des contradictions de la société bourgeoise à saisir le drapeau du communisme et à intervenir dans ces luttes pour les fonder dans une lutte plus générale, théorique, politique et économique contre le capitalisme, bref dans la lutte révolutionnaire.

L'état général du mouvement n'en est donc sans doute pas encore au niveau où Lénine l'analysait pour la Russie de 1903. Il commence à peine globalement à esquissier le premier pas, celui d'une lutte « trade-unioniste » non épisodique.

Les conditions historiques propres à l'impérialisme rendent incontestablement ce « premier pas » plus difficile qu'autrefois, ce qui est parfois un motif de découragement ou d'une « fuite en avant » de révolutionnaires qui pensent aller plus vite en tournant le dos à la lutte immédiate.

Les communistes révolutionnaires savent cependant que, pourvu qu'on prenne la lutte immédiate pour ce qu'elle est réellement et non pour ce qu'on souhaiterait qu'elle soit ; pourvu qu'on n'attende pas d'elle ce que seule peut produire l'intervention pleinement consciente du parti révolutionnaire dans cette lutte ; pourvu qu'on parte de la situation réelle et non d'a priori idéaux, on peut s'appuyer sur les lois mêmes du capitalisme pour transformer cette situation. S'ils ne négligent pas de combattre les influences de la politique bourgeoise à partir des réactions les plus élémentaires de groupes encore petits de prolétaires ; bref, si le parti révolutionnaire joue pleinement son rôle, alors la lutte économique, immédiate, « trade-unioniste » de la classe ouvrière pourra devenir un puissant tremplin pour élever des groupes toujours plus larges de prolétaires à la lutte communiste et pour transformer les luttes immédiates des larges masses en un formidable levier de la lutte révolutionnaire contre la classe capitaliste et ses Etats.

Les communistes révolutionnaires savent donc qu'ils ne dédaignent pas de mener la lutte contre l'adversaire sur le terrain même où ce dernier combat notre classe, une fois le « premier pas » bien engagé, le second, celui de la lutte politique, mais de la politique révolutionnaire et communiste cette fois, pas de la politique parlementaire, démocratique et réformiste, risque d'être effectué plus vite qu'hier... et peut-être plus vite qu'on ne s'y attend généralement !

(fin de la série)

Le bolchévik au couteau entre les dents

(ou Trotsky vu par son « disciple » Weber)

Le lecteur qui aura vu avec surprise, dans *Rouge* n° 936, un compte rendu élogieux de *Terrorisme et communisme*, de Trotsky, récemment paru aux éditions Prométhée, aura vite été rassuré. Non, la LCR n'a pas renié son démocratisme : deux semaines plus tard, Weber entrainait en lice pour pourfendre « le plus mauvais le plus accablant texte jamais publié par Trotsky ». « La dictature du prolétariat, dictature du parti unique ? », « Les syndicats, courroie de transmission du parti ? », interroge Weber offusqué. A Dieu ne plaise ! On a là « la théorisation abusive des conditions désespérées dans lesquelles se débat le pouvoir soviétique ». « Obnubilé par le danger de restauration capitaliste, Trotsky ne voit pas, alors, l'autre péril qui menace toute révolution prolétarienne, surtout dans un pays arriéré : la dégénérescence bureaucratique ». Et Weber oppose, pour l'accabler, au Trotsky de 1921 le Trotsky ultérieur, devenu « le champion du pluralisme et de la démocratie socialiste ».

Il est vrai que Trotsky, sous la pression de la contre-révolution, n'est pas toujours resté à la hauteur de *Terrorisme et communisme*. Mais s'il a fini par en appeler au pluripartisme et à la « démocratie soviétique » face au monopole d'un parti qui était devenu le Fourier de la contre-révolution, il n'est jamais tombé au niveau de ses disciples archi-dégénérés d'aujourd'hui, qui vont jusqu'à théoriser la liberté pour tous, bourgeois et prolétaires, de s'organiser, de faire de la propagande, etc., sous une « dictature du prolétariat » édulcorée au point d'être devenue une caricature. Les Mandel et les Weber sont les Kautsky d'aujourd'hui : ils ne peuvent que se sentir visés par l'œuvre magnifique de l'« organisateur de la victoire ».

Voilà un livre qui est une arme de combat acérée, contre tous les démocrates bourgeois et petit-bourgeois d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

La politique anti-immigrés de « Lutte Ouvrière »

C'est sous le titre évocateur : « Suffit-il d'être ennemi du PCF pour être ami des immigrés ? » que *Lutte Ouvrière* offre dans son n° 649 l'un des plus beaux fleurons de la littérature anti-immigrés que l'on ait rencontré ces dernières années dans les milieux d'extrême-gauche.

En un sens, la question posée comporte en elle-même une partie de la réponse : pour être ami des immigrés, il n'est pas suffisant d'être ennemi du PCF, mais cela est nécessaire ! D'autre part, si l'on admet, comme LO le sous-entend, que la réponse doit être négative, en lui appliquant les règles de la logique la plus élémentaire, cela donne : pour être ennemi des immigrés, il suffit d'être ami du PCF ! Et c'est bien ce que montre LO en défendant avec un ardeur digne de *L'Huma*, toute la politique anti-immigrés développée désormais ouvertement par le PCF dans les municipalités qu'il gère.

Il est impossible de tout citer, il faudrait recopier l'article dans son intégralité, mais nous relevons les passages les plus odieux pour montrer jusqu'à quel degré d'infamie conduit le suivisme honteux d'un groupe comme LO.

« Si le PCF a aujourd'hui des problèmes avec les immigrés, ce n'est pas parce qu'il mène une politique contre eux. C'est au contraire parce qu'il est le parti qui, à la tête des municipalités, a justement fait le plus pour les immigrés » (sic !). Les travailleurs immigrés jugeront eux-mêmes de leur ingratitude, mais nous rappellerons entre autres « problèmes » : l'attitude des municipalités PC tout au long de la magnifique grève des foyers Sonacotra comme récemment à Garges et leur politique de flicage systématique des concentrations immigrées qui conduit d'ores et déjà les travailleurs immigrés par trop oubliés à mettre dans le même sac leurs bienfaiteurs de gauche et de droite avec la police par-dessus !

Mais pour LO, ceux qui dénoncent cette politique sont forcément « la droite, le » (Suite p. 8.)

Le PCF et l'immigration : la haine chauvine

Il est donc normal de voir les bourgeois et leurs chiens de garde s'intéresser de très près à la jeunesse prolétarienne et à l'immigration. La campagne de la bourgeoisie repose sur la force et la tranquillité que donnent deux siècles de pouvoir et de dictature. Mais il devient clair qu'elle préfère voir ses larbins faire le boulot et aboyer parmi la classe ouvrière.

Et en ce moment ça aboie fort dans les villes ouvrières de la région parisienne. « On détruit les valeurs », « L'école, l'enseignement sont mutilés des valeurs essentielles », « On dénigre le travail » (Marcel Trigo, maire d'Arcueil, dans un discours sur la jeunesse, 27-9-80). D'une façon générale, le PC attaque les « loubards », les « bandes », pour frapper l'ensemble des jeunes prolétaires au nom de l'Ordre, de la vie de « bon père de famille », au nom de la résignation et de l'acceptation de l'exploitation. Il les attaque au nom d'un modèle de comportement petit-bourgeois. Lorsque le PC écrit : « Nous leur disons [à l'infime minorité] violente] : c'est la guerre, nous allons vous chasser » (idem), on peut lui faire confiance. Sa haine de cette « minorité », c'est la haine du prolétariat, des couches les plus touchées, c'est la haine de ces millions de prolétaires qui crèvent d'enfer, de misère, qui n'attendent rien, absolument rien, de cette société invivable. Et pour les faire filer droit, le PC appelle les flics et les CRS : à Ivry, par exemple, il se félicite de la venue de nouveaux effectifs de CRS (les mêmes qu'on voit à Barbès ou Belleville marcher cinq par cinq, gros talky-walky, gros revolver, grosses bottes) pour mener « une action préventive par leur présence et accroître ainsi la protection des personnes et des biens » (*Le Travailleur* du 21-11-80).

Ça, c'est une partie seulement du boulot des partis soi-disant ouvriers. L'autre, c'est le passage à une phase plus haute que la simple revendication du contrôle de l'immigration ; cela fait plus de quarante ans qu'ils l'avancent, mais ils passent à l'acte et appellent les flics à frapper mieux et plus fort. « Nous demandons

l'arrêt de l'immigration. Parce que la poursuite reviendrait à jeter au chômage de nouveaux travailleurs français et immigrés », dit Marchais dans *L'Humanité* du 17-11-80. Et qui « arrêtera » l'immigration ? Qui donc, sinon le flic ? A gauche on montre la cible, à droite on frappe et on ratonne.

Face au déferlement raciste et anti-ouvrier de la campagne exigeant l'expulsion des travailleurs immigrés des communes ouvrières pour les envoyer dans les communes bourgeoises, nos camarades ont diffusé à Ivry un tract dont voici quelques extraits :

« Aujourd'hui, il est évident que les bourgeois se frottent les mains devant la faiblesse, devant la division de la classe ouvrière face à la crise. Ils peuvent donc expulser, ratonner, sans craindre une riposte à la hauteur de l'attaque. Les bourgeois peuvent donc opposer une partie de la classe ouvrière contre une autre. Face à cette situation, il faut surmonter ces obstacles, cette division en prenant appui justement sur le besoin de l'unité. Immigrés ou pas, jeunes ou pas, chômeurs ou pas, les travailleurs font partie de la même classe, ils ont les mêmes intérêts, les mêmes buts (...).

La classe ouvrière, si elle veut retrouver sa force, doit et devra nécessairement tourner le dos à ces partis pour exiger la libre circulation de TOUS les travailleurs quelle que soit leur nationalité, leur âge ou la couleur de leur peau, pour exiger aussi l'égalité TOTALE des droits pour nos frères immigrés.

Camarades français, dans notre usine, notre bureau, notre lycée accepterions-nous de voir un camarade renvoyé à cause de la couleur de sa peau ? Non, alors refusons d'accepter cela dans nos cités comme le veut la municipalité.

Serrons les coudes, travailleurs français, avec nos camarades immigrés contre notre ennemi qu'est le capitalisme. Serrons les coudes et refusons cette campagne ignoble et raciste qui ne cherche qu'à nous diviser davantage. Serrons les coudes contre le racisme et le chauvinisme.

TRAVAILLEURS FRANÇAIS, TRAVAILLEURS IMMIGRÉS, MEME CLASSE, MEMES DROITS !
A BAS LE RACISME ET LE CHAUVINISME, VERITABLES POISONS AU SERVICE DES EXPLOITEURS ! »

La CGT : Toujours à l'avant-garde de la division entre Français et immigrés !

La CGT a consacré une conférence nationale les 20 et 21 novembre à la question de l'immigration. Elle prétend opposer « à la notion pseudo-scientifique de caractère raciste et xénophobe du seuil de tolérance, une conception de classe ». La CGT s'opposerait-elle au PCF ? Rassurons-nous, il n'en est rien. Sa « conception de classe » consiste dans la lutte « contre la constitution de « ghettos » et les charges excessives pour certaines collectivités locales, tandis que d'autres refusent impunément de loger des immigrés sur leur territoire » (*Le Monde*, 23-24 novembre). Ce qui implique l'arrêt total de l'immigration « dans l'intérêt des travailleurs immigrés et français ».

Comme on le voit, il ne s'agit pas de lutter pour soulager les travailleurs immigrés des multiples oppressions qu'ils subissent comme prolétaires et comme immigrés venant des néo-colonies de l'impérialisme français, ni de lutter pour l'unité des travailleurs français et immigrés, mais au contraire de renforcer toujours plus la division entre ouvriers français et immigrés en la couvrant d'une phraséologie creuse.

Le PC raciste et chauvin, Le PS chauvin et raciste...

Ne voulant pas laisser au PC le monopole de la dénonciation de l'immigration et par là-même de la division de la classe ouvrière, le PS par la voix de Gilbert Bonnemaïson, président du groupe socialiste au Conseil régional de l'Île-de-France, a dénoncé le 11 novembre « la concentration des immigrés entraînant inévitablement des problèmes d'insertion au-delà d'un certain seuil » (*Libération* du 13-11).

Questions de la lutte économique et syndicale

Autour du tapis vert du VIII^e Plan

Patrons et bonzes syndicaux : entre gens bien

Aujourd'hui, les syndicats feignent de s'indigner des options anti-sociales du VIII^e Plan, et surtout des avertissements « provocateurs » de Barre sur la baisse des salaires et l'augmentation du chômage et des licenciements. Eux n'auraient pas voulu cela ! Mais que voulaient-ils ? Ils l'ont longuement expliqué aux spécialistes, P-DG et ministres bourgeois dans des commissions, symposiums, forums et séminaires, et tous ces lieux ouatés où les mieux élevés parmi les bonzes discutent avec les spécialistes bourgeois, et dans leur langage, des intérêts essentiels de la nation.

Par exemple (car pour citer nous avons l'embarras du choix), en marge de la préparation du VIII^e Plan et des négociations de juin-juillet sur le temps de travail, destinées à amuser la galerie, se tenait au ministère de l'Economie, le 4 juin dernier, une table ronde sur ce problème délicat : « Comment concilier compétitivité et progrès social ? ». M. Giraudet (auteur du projet sur le temps de travail, et P-DG de choc d'Air France), et M. Monory, ministre, remerciaient d'abord les participants, dont Edmond Maire, de leur « ferveur et de leur assiduité » avant de donner la parole à A. Chevalier, vice-président du CNPF. Après de subtiles distinctions sur le progrès qualitatif et quantitatif (travailleurs, on rogne vos salaires, tâchez donc de les croire qualitativement supérieurs !), l'homme du patronat mit en garde ses pareils contre les effets trop brutaux des nécessaires restructurations,

souhaita pieusement, pour le « maintien de l'emploi », la « reconquête et le développement du marché intérieur », loua l'esprit de concertation, l'imagination, le « dialogue social », d'une part, mais aussi, d'autre part, le réalisme, la nécessité « des disciplines et sans doute des sacrifices ». Moment de mélancolie patronale...

Mais Edmond Maire était là pour ranimer la ferveur. Il commença par critiquer la « formulation du thème » (« comment concilier », etc.). Cette formulation, déplore-t-il, « donne à penser l'existence d'une contradiction entre compétitivité et progrès social que nous devrions nous efforcer de concilier [...]. Ce raisonnement à courte vue est lourd de risques économiques et sociaux. La nécessaire compétitivité appelle un progrès social de type nouveau ». Voilà ce qu'il faut dire, pour que règne de nouveau la concorde nationale et que revienne le sourire chez tous les « partenaires sociaux » ! Et de mettre en garde le patronat contre ses propres « pesanteurs ». Cette politique, ajoute notre bon apôtre, « s'oppose au progrès social, conduit tout droit à l'exacerbation des conflits sociaux, à l'éclatement de la communauté de travail [fantômes d'Albert de Mun, de Marc Sangnier, de Léon XIII, de Philippe Pétain et de Charles de Gaulle, reconnaissez au passage votre vocabulaire préféré !], donc à une déstabilisation de la société lourde de violences, d'autoritarisme et d'échec économique. Vouloir assurer l'avenir économique non seulement sans les travailleurs [essayez tou-

jours !], mais contre eux, c'est jouer les apprentis-sorciers ».

Mais qu'entend exactement Edmond Maire quand il recommande à ces apprentis-sorciers du patronat d'« éviter de faire de la compétitivité une idole » ? Rien que des choses très raisonnables, car « nous [la CFDT, on suppose] ne croyons pas que l'orientation prioritaire doive être celle du développement général, indifférencié, des revenus et des consommations. [...] Nous croyons au contraire que le progrès social, né de la modification des rapports sociaux, est la condition de la productivité et de la compétitivité » [souligné par nous, NdR]. En bref : grâce au « socialisme autogestionnaire » label CFDT, faire mieux marcher le capitalisme... Comme Giraudet a eu raison de le remarquer alors, dans la bonne humeur générale : « Je ne suis pas sûr qu'en dépit des apparences, les exposés soient aussi contrastés que je vous l'avais annoncé » !

Et c'est Antoine Riboud, le patron-vedette de Saint-Gobain BSN, celui que les vieilles barbes du CNPF qualifiaient à ses débuts de « maoïste », qui vint chanter le refrain : « D'où la nécessité d'une négociation, afin de concilier les exigences de compétitivité et de progrès social », car « l'entreprise a besoin d'un consensus entreprise-travailleurs »...

Avec ses campagnes tonitruantes des années 50 sur le « plan-ratapan », et ses grands cris vertueux depuis 1978, la CGT a parfois réussi à donner l'illusion

qu'elle, au moins, ne trempait pas dans ces viles cuisines. Mensonge ! En dépit de ses comédies rituelles (refus de signature, sorties « dignes » quelques jours avant la fin des travaux des commissions, etc.), elle aussi a ajouté sa voix au concert patriotique. Voici, par exemple, un extrait du Rapport du comité économie internationale-échanges extérieurs (*La Documentation française*, Paris, 1980, p. 173) : l'intervention du représentant de la CGT dans ce comité, M. Segret :

« L'objectif général fixé, rééquilibrer à moyen terme le déficit extérieur de la France par une reconquête du marché intérieur, une percée soutenue sur les marchés extérieurs, un rééquilibrage de la balance énergétique et une diversification des approvisionnements, est tout à fait louable. Au niveau de ce discours général, nous pourrions d'ailleurs partiellement approuver certains éléments : — le renforcement de la position du franc, etc. [suivent tous les piliers d'un programme bourgeois de défense de l'économie nationale]. Mais après ce satisfecit mesuré, la CGT se fait grondeuse : Le renforcement de l'industrie doit s'appuyer sur l'utilité sociale, la qualité du travail, sur l'initiative des travailleurs, sur la cohérence du système productif et la complémentarité des activités économiques, sur la coopération internationale et la recherche de l'intérêt mutuel des différents pays ». Et voilà l'habillage réformiste, sous sa forme la plus pâle, la plus apte à être cosignée par MM. Charpentier, Riboud, etc. La boucle est bouclée.

Quelques difficultés du travail dans des sections syndicales

La principale source des difficultés est le fait qu'on travaille dans des formes et avec des méthodes qui non seulement ne sont pas le produit de la lutte de classe, mais sont au contraire, pour l'essentiel, le résultat de la patiente construction de la bourgeoisie et de ses agents dans les rangs ouvriers.

En réalité, dans un grand nombre d'entreprises, ce qu'on appelle « section syndicale », c'est le groupe de délégués du personnel et les travailleurs élus aux comités d'entreprise ou d'établissement, plus le ou les représentants du syndicat. Et si on y regarde d'un peu plus près, on se rend compte que ce n'est pas du tout ce dont a besoin la lutte de classe et sa préparation, mais que c'est ce dont a besoin la collaboration de classe. Sans en analyser ici tous les mécanismes, on peut dire, d'une façon globale, que ce « cadre » est en fait déterminé par la bourgeoisie. Le mode d'élection est minutieusement mis au point et précisé (les syndicats sont obligés d'organiser des stages pour en enseigner les subtilités aux travailleurs) sous l'autorité du patron et de l'inspection du travail. La « section syndicale » aura beau se définir les tâches les plus justes, il n'empêche que si elle se soumet à ces formes, sa marge d'action se limite à un minimum. D'ailleurs, tous ceux qui ont une expérience de délégué savent bien le sentiment de vide qu'on a à la fin de chaque réunion de Comité d'Entreprise et de délégués du personnel — dont la loi impose le rythme et les tâches essentielles : une espèce de rite creux. Mais la fonction de ces rites est puissante pour les intérêts bourgeois : elle est de donner à des éléments combattifs l'impression d'agir en les intégrant petit à petit dans les gros appareils de collaboration de classe. Ceux que cette pratique dégoûte ou décourage se retrouvent en dehors du « combat syndical », et apparemment sans aucune perspective. Ainsi peuvent-ils croire que la politique, ce serait les élections et rien d'autre ; la lutte syndicale, les traditionnelles réunions mensuelles de DP et de CE, et rien d'autre. Là-dessus viennent se greffer les instruments dont disposent les patrons et l'Etat pour couper les éléments combattifs du reste des travailleurs : stages de formation, heures de délégation, CCE (Comité Central d'Entreprise), etc.

● Travail dans les organismes légaux, rapports avec le patron

Comment préparer la lutte de classe quand on passe son temps en réunions

L'article qui suit ne prétend pas donner à toutes les questions une réponse valable toujours et partout ; partant d'expériences particulières (et donc limitées), il fait le bilan provisoire des difficultés énormes du travail syndical quotidien tel qu'il se présente dans les entreprises aujourd'hui, et indique la direction dans laquelle on peut travailler pour contribuer à la reprise de classe, sans attendre de miracles pour l'immédiat.

avec le patron (ou ses représentants) ; et, ce qui est encore pire, quand les réunions entre travailleurs ont pour seul objet (ou presque) de préparer les réunions avec le patron ? C'est l'asphyxie. Ce type de réunions a des incidences graves sur l'activité des militants qui doivent se transformer en comptables, juristes, ingénieurs des méthodes, etc. Ces pratiques ancrées depuis des années ont produit une race de spécialistes — que la bourgeoisie reconnaît tout à fait en la faisant participer aux décisions économiques importantes ; elle récompense les plus souples en les intégrant dans ses organismes nationaux de collaboration de classe : Conseil économique et social, Commissions du Plan, etc.

Il est certain que le militant ouvrier doit passer le moins de temps possible à discuter avec le patron et le plus possible avec ses camarades. D'ailleurs « discuter » avec le patron ne signifie rien, si ce n'est collaborer. Entendons-nous bien, il doit être clair qu'on n'a pas peur de parler au patron par moralisme ou quelque chose comme ça. On a besoin de parler à ces crapules à certains moments ; il n'y a aucune raison de ne pas le faire. Mais il n'y a rien à leur expliquer, rien à leur démontrer. Si quelque chose est lâché (quelque chose de concret évidemment, et non de belles déclarations), c'est une question de rapport de forces. C'est pourquoi notre tâche est de travailler à préparer ce rapport de forces. Evidemment, on ne le prépare pas en discutant avec le patron, et encore moins en discutant entre nous des « arguments » qu'il faudra avancer.

La grande force de l'opportunisme a été de faire passer dans la pratique l'idée que la place du militant ouvrier est d'être l'intermédiaire entre le patron et les ouvriers, alors qu'elle est d'être à la tête des bataillons ouvriers contre les patrons. Quelle doit être alors la vie de véritables sections syndicales de classe ? Actuellement, étant donné le stade de la remontée de la lutte de classe et de son organisation, on ne peut qu'en entrevoir les grandes lignes, et surtout avoir une idée de ce qu'il ne faut pas faire : l'expérience est absolument nécessaire pour avoir une vision claire dans la pratique quotidienne. C'est pourquoi les prolétaires qui sont affrontés à ces problèmes au-

jourd'hui sont de véritables pionniers, et c'est sur eux que repose la tâche difficile de défricher le terrain.

Donc, en s'en tenant à la question d'une façon globale faite de mieux, on peut dire que la forme de la section syndicale doit être ouverte ; autrement dit, que sa composition peut changer du jour au lendemain, car tout travailleur qui veut se battre doit pouvoir s'y associer. Nous sommes donc totalement opposés à ces sections dont la composition est fixée pour un an (ou deux) à une date prévue par la loi ! Cette ouverture nécessaire ne découle pas d'une vision morale (ou, encore moins, prônant l'ouverture par principe anti-autoritaire) mais des besoins réels de la lutte de classe et de sa préparation, qui ne peuvent être « institutionnalisés » dans des formes qui se répètent sans heurts et sans vie d'année en année...

● Rapports avec les autres travailleurs

Nous avons dit que les « sections » sont en fait le plus souvent coupées des travailleurs, qui en viennent à les considérer même parfois comme un club de privilégiés, et l'un des rouages de l'entreprise. Le changement complet de cette situation ne pourra être que le résultat de batailles, de déchirements, car il s'agira d'un changement de nature plus que de forme... et ce changement de nature ne peut se faire que contre l'ensemble des ennemis ligüés : Etat, patrons, appareils syndicaux, partis de gauche et même d'extrême gauche officielle (beaucoup de monde, il ne faut pas le cacher). C'est ce qui rend cette tâche encore plus difficile, car il faut évidemment éviter que notre travail revienne à redorer le blason des appareils syndicaux aux yeux des prolétaires qui pourraient dire : la CGT (ou la CFDT), c'est valable, mais ça dépend des sections, nous on en a une chouette ! C'est ce vil travail que font à longueur de temps les militants d' « extrême gauche ». Il n'y a pas de recette pour éviter cet écueil. On a besoin pour l'éviter, de réfléchir au sens de l'action, de ne pas se laisser emporter par les « urgences » dont savent si bien se servir les bonzes. D'autre part, il faut s'arranger pour que du point de vue formel et concret une distinction très nette puisse se faire entre l'appareil syndical et la section ou le groupe (titre des publications, signature des tracts, etc.).

Cette question est particulièrement délicate quand il y a dans la même boîte une section de chaque syndicat. Du fait que cette division n'a aucun sens du point de vue de la lutte de classe, tous nos efforts tendront à la briser. Mais là encore, le même écueil que précédemment se retrouve : faire croire que c'est l'unité des appareils syndicaux qui redonnerait vie aux organes pourris. Seule une étude très précise de la situation peut permettre de voir ce qu'il faut faire dans un cas pareil.

Une fois ces obstacles bien situés, il faut mener un travail de fourmi, souvent lent, terne, fastidieux. Discussions patientes avec tous, systématiques, explication de ce qu'on veut, sans heurter de front les points de vue pour le plaisir de la polémique mais en étant ferme sur des positions élémentaires. Passer beaucoup de temps à écouter pour savoir où en sont les travailleurs. C'est le seul moyen pour pouvoir ensuite faire des tracts qui rencontrent vraiment un écho. Etre à l'écoute des préoccupations immédiates. Pour renforcer un noyau combattif, il est nécessaire de n'avoir aucun a priori sur les capacités de chacun. Celui ou celle-là qui ne disait pas grand-chose peut se révéler être un militant combattif ; inversement, celui qu'on entend beaucoup n'est guère apprécié dans son atelier, il faudra en rechercher les raisons avec lui si possible.

Il faudrait que chaque travailleur un peu combattif sente qu'il a sa place dans le combat, que ce n'est pas une affaire

de spécialistes. La lutte de classe est une lutte collective. Il ne faut surtout pas attendre que quelqu'un ait tout compris dans les subtiles manœuvres du patron ou des appareils syndicaux pour l'aider à prendre des responsabilités. C'est le contraire qui se passe, et cela pour tout militant ou travailleur combattif : c'est en prenant des responsabilités que chacun finit par comprendre qui est avec nous et qui est contre nous.

● Rapports avec l'appareil syndical

C'est forcément une bataille permanente, qu'elle soit « sanglante » ou feutrée. Il est probable qu'il soit nécessaire de faire une distinction pour les branches de l'appareil qui sont totalement mortes pour la lutte : les Confédérations, les Fédérations : on n'y rencontre que des bonzes, pas un seul ouvrier combattif égaré. Actuellement il ne sera pas utile d'y porter la bataille. En revanche, il arrive que certaines réunions d'Unions locales ou d'Unions départementales, ou de branche, attirent des travailleurs combattifs à un moment donné (dans ce cas d'ailleurs, la bonzerie, si elle n'est pas sûre de ses capacités d'encadrement, multiplie les obstacles, cache les lieux et heures de réunions, etc.). Si des ouvriers sincères participent à ces réunions, nous pouvons y porter la bataille pour lui donner de l'extension ; nous pouvons aussi prendre contact avec des travailleurs d'autres entreprises que nous n'aurions pas rencontrés autrement. Ces possibilités sont certainement minces. Mais, quand on en a la force, il est intéressant de pouvoir les exploiter, car une équipe combattive dans une entreprise souffre forcément d'un mal terrible : l'isolement.

On ne peut compter sur ces réunions pour donner un cadre, une forme à des liens effectifs entre les travailleurs (comme le fait l'extrême gauche), mais il ne faut pas négliger la possibilité de contacts et de discussions, et mener ce travail de façon réfléchi.

● Rapports avec d'autres groupes de prolétaires combattifs

Les conditions générales font naître des groupes sous des formes très diverses et avec des orientations plus ou moins fermes. Leur liaison est une nécessité vitale. Même à froid, même si l'on en est encore à une préparation presque microscopique, la renaissance d'organisations classistes a besoin des expériences des combats qui sont menés, elle a besoin qu'on tire les leçons de ces expériences et qu'on les diffuse le plus largement possible.

Ceci est plus facile à dire qu'à faire, car la variété des situations ne facilite pas les contacts. Mais, là encore, c'est une bataille à mener sur le terrain pratique contre les « chacun chez soi », « ce sont nos affaires », « les situations sont différentes » qui surgissent forcément. Commençons patiemment par prendre des contacts et par les rendre fréquents, sans rien brusquer : les « coordinations » qui ne coordonnent que du vent ne nous intéressent pas. Le fait que la classe ouvrière soit aujourd'hui complètement atomisée, divisée sur tous les plans est un handicap énorme qui ne peut pas être surmonté facilement. C'est la responsabilité de militants qui veulent se battre pour leur classe (et non pas pour leur catégorie) de faire pénétrer petit à petit des habitudes collectives de travail. A qui pouvons-nous bien envoyer nos tracts ? Qui pouvons-nous inviter à notre réunion ? Qui sera intéressé par cette expérience ? A qui pouvons-nous nous adresser pour connaître une expérience pratique dans ce domaine ? Ces questions doivent être posées à chaque instant. Si l'on reste dans les limites d'une entreprise, on ne peut pas encore parler d'une organisation « de classe », il faut qu'elle brise les limites de l'entreprise pour le devenir. Toutes les habitudes de travail renfermées sur soi sont des héritages de la contre-révolution qui sont solidement ancrés ; et la bataille pour s'en débarrasser est ardue. Mais c'est elle qui apporte à la volonté de lutte des éléments les plus isolés l'indispensable oxygène.

Fiasco cégétiste, inquiétudes bourgeoises...

(suite de la page 1)

à tous les niveaux, local, national, par branches. Par exemple, tous les syndicats se sont rencontrés au soir du 30 septembre ; à la veille de la journée d'action-bidon contre le projet Peyrefitte ; le 6 octobre, avant la grande procession dite antifasciste derrière les ministres UDR ; le 13 novembre, dans les mines, avant de saborder l'extension de la grève de Lorraine et du Nord, etc., etc. De plus, ils s'épaulent et se défendent « loyalement » dans leur travail de division de la classe et d'encouragement, ouvert ou hypocrite, au chauvinisme et à la haine raciale. Par exemple, la CFDT ne voit rien d'autre à critiquer dans la déclaration de guerre du PC et de la CGT contre les immigrés que l' « électoralisme » et le « manque de sérénité » (*Syndicalisme - Hebdo* du 20-11-80). Et, s'il s'agit des fonctionnaires, nous pouvons aussi rappeler pour rassurer les pleureuses de l'unité des appareils que, dans l'enseignement par exemple, tous les syndicats, au niveau national, ont signé ce véritable pacte anti-auxiliaires que constitue l'accord de février 80 sur les revendications.

Ceux qui ne doivent pas se rencontrer, ce sont les travailleurs, entre lesquels on met l'espace d'un boulevard (comme dans la dérisoire « journée PTT » du 14 octobre) ou l'obstacle de cordons de bonzes empêchant par exemple des travailleurs cégétistes ou hors-syndicats de venir manifester leur solidarité à des cégétistes

inculpés devant la justice bourgeoise, à Angers ou au Mans en octobre... Mais la bourgeoisie s'interroge justement là-dessus : trop, c'est trop. L'écoeurement des travailleurs ne va-t-il pas se retourner un jour contre leurs chiens de garde, contre les lutteurs de foire aussi bien que contre les Tartuffes du recentrage ?

Nous nous réjouissons de son inquiétude, mais nous devons en mesurer les fondements avec froideur, sans sous-estimer le fait que la CGT n'a pas épuisé toutes ses capacités de mobilisation, loin de là, et qu'avec ses compères de FO et de la CFDT, elle peut encore ranimer quelques flammes en jouant de coups de théâtre unitaires truqués, et en utilisant ses sous-officiers de l'extrême-gauche et leur double langage centriste. La bourgeoisie aura encore plus de raison de s'inquiéter si, par exemple, après tant de ripostes aux ratonnades policières étouffées dans l' « ordre et la dignité », les épisodes comme celui de Créteil où les habitants d'une cité ont arraché deux jeunes immigrés aux flics se multiplient. Et aussi, si la haine, la fureur et l'envie de se battre qui se manifestent individuellement chez les travailleurs même les plus découragés retrouvent d'abord les voies élémentaires de la solidarité de classe, et celles de l'organisation, avec la contribution active et courageuse des avant-gardes, même clairsemées, qui ont survécu physiquement et moralement à la répression patronale et étatique et au sabotage opportuniste.



● Réunion générale du parti

La seconde réunion générale de l'année s'est déroulée en présence de nombreux représentants internationaux du parti. Elle s'est articulée autour de deux rapports — l'un sur la Fraction de gauche à l'étranger de 1928 à 1935, l'autre sur le cours de l'impérialisme mondial, en particulier en relation avec la crise et ses répercussions sur les pays « en voie de développement » — et elle s'est achevée sur un bref rapport politico-organisateur complétant celui tenu au printemps dernier.

— Histoire de la Fraction à l'étranger (1928-1935)

Le premier rapport, celui sur la Fraction de gauche à l'étranger, concernait un sujet auquel ont déjà été consacrés deux réunions internes. Au contraire de ce qui avait été fait dans ces réunions, qui s'étaient contentées de développer des considérations générales sur ce thème difficile, on a pu fournir aux camarades une documentation détaillée sur le courageux combat soutenu par nos camarades en des années difficiles. La contre-révolution stalinienne entreprenait en effet systématiquement de détruire, non seulement sur le plan théorique, programmatique et organisationnel, mais aussi sur le plan physique, le mouvement communiste mondial. Et les rares survivants tâtonnaient sous la violence de la tempête dans un effort désespéré pour ne pas se laisser emporter, cédant parfois à l'illusion de découvrir de nouvelles voies (en réalité anciennes, et toutes pavées de mirages démocratiques) pour rendre plus facile et plus proche la reprise des grandes luttes de classe.

C'est sur ce fond d'authentique tragédie que la lutte en défense de la continuité du programme communiste révolutionnaire, dont la « Fraction à l'étranger » fut la protagoniste, prend toute sa valeur. La Fraction était animée de la ferme conviction qu'aucune reprise du mouvement ne serait possible sans la reconstitution à l'échelle mondiale du parti de

classe. Pour elle, les voies de cette reconstitution ne passaient pas à travers « l'accouplement d'espèces historiques différentes » que rapprochait le facteur contingent d'un antistalinisme générique, mais étaient séparées par de profondes différences de formation idéologique et d'origines historiques. Sa certitude était que la condition sine qua non de cette reconstitution devait être un bilan général des grandioses victoires passées et des fatales défaites récentes du mouvement communiste mondial et de tout le parcours qui, au sein même de la III^e Internationale, amena graduellement (et de plus en plus vite dans les dernières années) à la catastrophe finale. Elle croyait fermement, enfin, que le fil ininterrompu de la tradition marxiste réaffirmée dans tout son éclat par Lénine ne pouvait être renoué que par une lutte sans quartier contre la démocratie dans toute la variété de ses manifestations, et ce, au moment même où on était en train de célébrer son triomphe — dans la mesure même où on démolissait l'édifice de l'Internationale Communiste — dans les fatales années 30, comme prélude nécessaire à la chute dans la seconde guerre mondiale. Et c'est sur ce même fond que l'on comprend également les erreurs d'orientation théorique où nos camarades sont parfois tombés dans certaines questions, erreurs qu'il s'agit, certes, d'enregistrer, mais qu'il serait à la fois trop facile et profondément anti-historique, donc injuste, de leur reprocher en oubliant dans quelles conditions cette arrière-garde tenace d'une armée vaincue s'est trouvée amenée à se battre face à face avec l'ennemi aux jours où celui-ci célébrait son triomphe incontesté.

Le rapport a pris pour point de départ la lettre de Bordiga à Korsch de 1926, puis il a illustré les étapes les plus significatives de la vie de la Fraction, de la conférence de Pantin d'avril 1928 au congrès de Bruxelles d'octobre 1935, à travers le calvaire du prolétariat espagnol dans les premières années de la république démocratique, du prolétariat allemand avant et après l'ascension d'Hitler au pouvoir, du prolétariat fran-

çais sous les fronts populaires, du prolétariat russe dans les années « glorieuses » du stalinisme, du prolétariat italien sous le régime fasciste. Il a montré entre autres à quel point il était injustifié d'attribuer à notre courant la fameuse « théorie du social-fascisme », et à quel point la Fraction suivit un fil continu aussi bien lorsqu'elle défendit Trotsky et l'Opposition pourchassés par le néo-opportunisme stalinien, que lorsqu'elle repoussa les manœuvres organisatives et les solutions tactiques pour le moins éclectiques adoptées par le grand révolutionnaire russe.

Le rapport sera publié intégralement dans l'un de nos organes de presse, et la période d'après 1935 fera l'objet d'un rapport ultérieur au cours d'une prochaine réunion générale.

— Autres rapports

Le rapport sur le cours de l'impérialisme mondial fera l'objet d'un compte rendu dans le prochain numéro de ce journal.

Quant au rapport politico-organisateur, qui sera développé ultérieurement par ailleurs, il a mis en évidence les lourdes tâches du Parti dans une situation historique qui n'est plus celle de l'après-guerre. On assiste en effet à l'échelle mondiale à une formidable accumulation de matériel explosif et les signes annonciateurs de gigantesques luttes sociales montent à l'horizon. Les incendies qui s'allument déjà à la périphérie du monde capitaliste ne pourront que s'amplifier et gagner les vieilles métropoles encore relativement stables.

Même si ce n'est pas dans l'immédiat, et même s'il est difficile de fixer des délais, nous allons vers l'explosion violente des antagonismes sociaux. Si nous insistons tant sur cette perspective, ce n'est pas pour nous faire plaisir, mais pour indiquer quelles tâches nous devons accomplir dans le mouvement tourmenté et accidenté de la reprise de la lutte de classe. C'est de cette perspective et des besoins des luttes qui éclatent déjà aujourd'hui, que le Parti tire les indications pour orienter son intervention.

Cette intervention, qui vise à aider la classe à avancer par-dessus tous les obstacles qu'elle rencontre, permet en même temps au Parti de s'affirmer pratiquement comme sa direction. Aujourd'hui, elle ne peut plus se contenter de propager les objectifs et les méthodes de la lutte de classe, elle doit aider à l'organisation indépendante ne serait-ce que de l'avant-garde. Sans attendre de cette intervention des succès immédiats, impossibles actuellement sinon de façon éphémère, le Parti doit la développer de façon systématique et conséquente : elle est la condition des succès futurs.

● Nouvelles publications

Le rôle contre-révolutionnaire de l'« ouverture » en Tunisie

Un supplément spécial d'*El Oumami* vient de paraître en arabe et en français sous ce titre.

La démocratisation de façade qui a cours en Tunisie sous la houlette de l'impérialisme français et avec son appui total, dans ce domaine comme dans celui du renforcement des corps de répression, vise à canaliser et à stériliser les luttes de la classe ouvrière. Elle a été mise en rapport avec la campagne internationale pour les « droits de l'homme » lancée par l'impérialisme américain.

Après avoir passé en revue le processus de dédoublement politique et syndical de la bourgeoisie tunisienne, mené dans le but évident de prévenir l'explosion sociale, le supplément montre les positions opportunistes prises par les stalinistes et les trotskystes, qui ont cru voir à l'occasion de cette « ouverture » l'inauguration d'une période plus favorable à la lutte de classe, à l'heure même où les ouvriers, par leurs luttes incessantes, ont montré dans les faits qu'ils ne se laisseront pas prendre dans le piège de l'« ouverture » bourgeoise.

Le supplément se termine en mettant en avant notre perspective dans les conditions politiques terribles auxquelles est confrontée la classe ouvrière en Tunisie. (Prix : 2 F, commandes au journal.)

La politique anti-immigrés de «Lutte Ouvrière»

(suite de la page 6)

PS ou ceux qui roulent pour eux » et elle ne peut donc « que dénoncer l'hypocrisie de ces gens-là ». Tous sont « hypocrites », même ceux qui le font sur le terrain de classe, même les prolétaires qui cherchent à combattre la division de leurs rangs ?

Que ces travailleurs s'en persuadent : pour LO, la seule erreur que commette le PC, c'est de ne pas poser « le problème sur le meilleur terrain » et de véhiculer « certains préjugés de la classe ouvrière » notamment au travers de la prétendue théorie des « quotas ». Mais qu'on se rassure, ces préjugés, « il les combat par ailleurs ». Sans doute au parlement en y déposant des projets de lois tendant à renforcer le contrôle de l'immigration ou dans les entreprises en appelant les travailleurs à « fabriquer français » ?

En fait, si le PC ne propose pas de vé-

ritable solution à ce problème, on ne peut pas lui en tenir rigueur parce que les autres non plus n'en offrent pas ! Et il est bien clair au terme de cette analyse pénétrante que « ce qui guide les adversaires de sa politique, c'est l'anti-communisme » !

Pour nous qui avons toujours dénoncé l'éternelle hypocrisie du centrisme, nous ne pouvons que nous réjouir que ce dernier montre de temps en temps sa véritable nature. Les avant-gardes prolétaires doivent en tirer la conviction qu'il ne suffit pas d'être ennemi du PC (ainsi que de la droite et du PS) pour être ami des immigrés et donc de toute la classe ouvrière internationale, mais qu'il faut également être ennemi de tous leurs lèche-bottes d'extrême gauche, à commencer par ce groupe à l'attitude écœurante qui a osé prendre le nom de *Lutte Ouvrière*.

Hé, Charlie, mollo !

(suite de la page 4)

S'ils peuvent se moquer de la « stupidité léniniste » d'un groupe (peu importe lequel) qui « se réjouissait de recruter des militants », c'est que rien n'est plus loin de leurs intentions que de « militer ». Mieux, ils prétendent qu'il n'y a pas a

militer, mais simplement à faire de la critique idéologique pour miner le consensus et amener « les gens » (les classes, connais pas...) à rire de la puissance de la bourgeoisie qui les écrase. Leur « critique idéologique », qui n'est que du verbiage creux, contribue à désorienter et à désorganiser ceux qui veulent réellement se battre contre le capitalisme et l'Etat bourgeois.

Nous n'avons jamais nié l'importance de l'idéologie et de la lutte idéologique, mais il faut les lier dialectiquement aux rapports sociaux et aux luttes des classes. Notre lutte idéologique vise à détruire les armes idéologiques de l'adversaire, et à donner aux prolétaires les armes idéologiques, théoriques, politiques, dont ils ont besoin pour diriger et organiser leurs luttes réelles. Ces armes-là, nous devons les défendre contre tous, et aussi contre les pitres de la politique. Même ceux qui rient.

Réunions publiques

● A LYON

Le vendredi 5 décembre, à 20 h 30, MAJO de Villeurbanne, 2, impasse Métral (M^e République)

● A GRENOBLE

Le vendredi 12 décembre, à 20 h 30, salle Millet, 11, rue Millet

● A NANTES

Le samedi 13 décembre, à 20 h 30, au Centre social et culturel des Bourderies, rue St-Brévin

QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME ?

● A PARIS

Le vendredi 12 décembre, à 20 h, salle Saint-Bruno, rue Saint-Bruno (M^e Barbès)

A BAS LE POISON DU CHAUVINISME !

SOUSCRIPTION PERMANENTE LISTE N° 12

Bordeaux : 833 F ; Toulon : 5 F ; Rouen : 10 F ; Lausanne : 1.495 F ; Angers : 1.150 F ; Avignon : 38 F.

Souscriptions « pour l'incendie » : Angers : 1.000 F ; Anvers : 130 F ; Lyon : 238 F ; Strasbourg : 1.720 F ; Paris : 515 F.

TOTAL : 7.134,00 F
TOTAL PRECEDENT : ... 78.386,50 F
TOTAL GENERAL : 85.520,50 F

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente le 2^e samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.

● A Besançon : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Planoise, avenue de Franche-Comté.

● A Caen : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 12 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 30 novembre, 14 et 31 décembre, etc.

● Grenoble : vente au marché Saint-Bruno, dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 30 novembre, 14 et 31 décembre, etc.

● Au Havre : vente au marché d'Hartleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Laval : vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 30 novembre, 14 et 31 décembre.

● A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● A Strasbourg : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● A Toulon : vente au marché du cours L-Blanc à La Seyne-sur-Mer, dimanche tous les quinze jours, soit les 30 novembre, 14 et 31 décembre, etc.

● A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, de 11 h à 12 h.

● A Valence : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourglès-Valence, place de la Liberté, soit les 30 novembre, 14 et 31 décembre, etc.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 189
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO
Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926